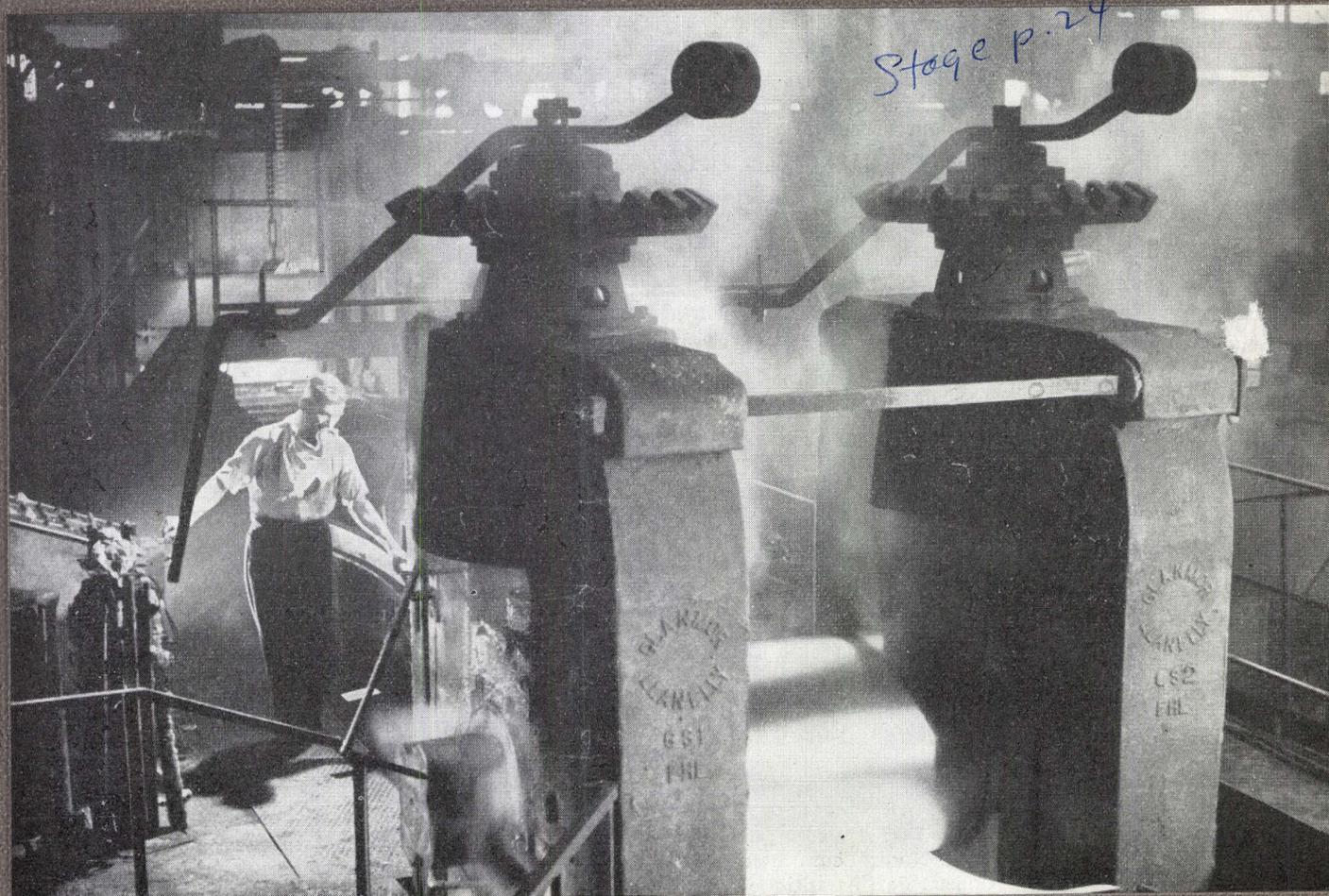


NOUVELLES DE L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

NOVEMBRE 1962



NOUVELLES DE L'OTAN

Publication Mensuelle, Novembre 1962



Sommaire

La révolution silencieuse II :

Guerre à l'insécurité, par le Professeur Asa Briggs	1
Hommage au Général Nørstad	7
Vers des mondes nouveaux — Le Collège atlantique, par John S. Hodder	11
Lettre d'Ottawa, par Arthur M. Blakely, Correspondant parlementaire de The Gazette, Montréal	16
Association du Traité de l'Atlantique — La réunion de Copenhague	18
Pleins feux sur l'OTAN	19
La voix de l'U.R.S.S. La ville a soif	21
Nos lecteurs nous écrivent. Lettres de MM. G.-S.-C. Paul, H. Collins, Horst Flinthe, Fernand Ehram, Herbert Gv. Greweling et Magnus Angster	22
Livres. « Personal Freedom in the Marxist-Leninist Countries », publié par Amnesty	23
« Factors in Economic Development », par A.-K. Cairncross	24
Documentation. A propos de coopération, par M. Mc George Bundy	25
Bibliographie (établie par la Section Documentation de l'OTAN)	27



PHOTO DE COUVERTURE

Au sein de la Communauté Atlantique

Une aciérie automatique en Grande-Bretagne. Depuis presque un siècle l'acier sert l'homme dans la paix comme dans la guerre. Fabriqué en premier lieu au Royaume-Uni, il continue à jouer un rôle capital dans la croissance industrielle des nations.

(Photo C O I)

Maquettistes : A. MORANGE et R. FOURNIER

Les *Nouvelles de l'OTAN* sont publiées sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.



GUERRE A L'INSÉCURITÉ

L'ÉTAT - PROVIDENCE

(Photo Office belge du Travail)

L'EXPRESSION « Etat-Providence » appartient au monde de l'après-guerre. Elle a été appliquée à la Grande-Bretagne après 1945, mais de là, elle a gagné l'Europe puis fait le tour du monde. Depuis lors, ce terme a tout le pouvoir d'un slogan populaire, ralliant les enthousiasmes, suscitant la critique et créant des mythes. Pourtant, son action a dépassé de loin celle d'un slogan : ce mot a déterminé d'importantes réorientations de politique ; il a influé profondément sur les modes de vie et de pensée ; il a refaçonné l'attitude du public à l'égard du passé et de l'avenir.

L'origine de l'Etat-Providence remonte au XIX^e siècle, où l'on a tenté pour la première fois de s'attaquer aux multiples problèmes sociaux nés de l'industrialisation. Les dimensions et l'urgence de beaucoup de ces problèmes ont donné naissance à un nouvel état de choses social. Le souci de maintenir dans la pratique le contrôle de l'Etat a abouti graduellement à la création de tout un réseau de services sociaux dont les uns étaient dus au sens moral des particuliers, les autres à la puissance collective de l'organisation bénévole, d'autres encore à l'intervention directe de l'Etat. Les impulsions

étaient diverses, parfois même opposées dans les débuts, mais elles ont été assez fortes, notamment après la naissance du syndicalisme et l'extension du droit de vote, pour modifier la structure des forces économiques dans la société. L'Etat lui-même n'intervenait cependant directement que d'une façon sporadique, habituellement à des fins « ad hoc » ou dans des secteurs strictement limités de la vie sociale, cela non seulement parce que la philosophie économique circonscrivait son rôle, mais aussi parce que tant qu'il y eut pénurie de spécialistes et de connaissances techniques, l'Etat s'est révélé un instrument d'action imparfait.

Stigmates d'infériorité

A mesure que se développèrent les nouveaux services sociaux, ils constituèrent un réseau plutôt qu'un système ; il n'y avait pas de plan prédominant, d'où de nombreuses lacunes et beaucoup de doubles emplois. Ce qui pis est : les obligations reposaient souvent sur des hypothèses d'ordre moral et économique qui les empêchaient d'atteindre leur objectif. On critiquait le « paternalisme » dont elles étaient empreintes ou les stig-

Le plein emploi est le baromètre de la prospérité d'un pays. Il signifie davantage d'affiliés aux assurances sociales, davantage d'argent à dépenser... et davantage de gens aux heures de pointe.



mates d'infériorité qui leur étaient souvent inhérents. A une époque d'expansion de la démocratie, il y avait souvent absence de sens démocratique.

Au début du XX^e siècle, les services sociaux se sont grandement développés, l'Etat y jouant un rôle bien plus important qu'auparavant. Cependant, le nouveau réseau tout comme l'ancien restait insuffisant quant à sa portée et à son étendue. Le besoin d'extension et de généralisation se faisait toujours plus pressant. L'aspiration à un traitement plus juste se faisait jour. On demandait que fut prêtée aux besoins des familles une attention plus grande qu'à ceux des individus. Chaque fois qu'un rouage administratif était créé et que s'élargissait le domaine accepté de l'obligation sociale, un autre besoin apparaissait. Les nouveaux services se sont révélés impuissants à surmonter sur le plan social la crise de l'entre-deux guerres. Le chômage était si étendu qu'il mettait durement à l'épreuve — et réduisait souvent à néant — les normes d'assurance et d'assistance soigneusement établies. A l'insécurité et à la frustration de l'individu et de la famille s'ajoutait l'incurie sur le plan social. La suite des événements est fonction, pour une grande part, de l'état de « crise » qui s'est instauré alors. La réaction immédiate devant la crise était différente dans les divers pays d'Europe, mais partout la crainte régnait.

« Libération de la misère »

C'est au cours de la deuxième guerre mondiale que l'idée d'Etat-Providence a pris corps. En 1941, après avoir été élu pour un troisième mandat, le Président Roosevelt a ajouté la « libération de la misère » aux autres libertés fondamentales : « liberté de parler, liberté de croire et libération de la terreur ».

Quelques mois plus tard, la Charte Atlantique reprenait le même langage. Ces notions ont été plus complètement exprimées sur le plan international dans la Déclaration de Philadelphie (mai 1944) où étaient formulés les dix objectifs de la protection sociale. Venait en premier la nécessité d'établir des programmes destinés à assurer le plein emploi et à élever le niveau de vie ; le dixième visait des mesures destinées à faciliter l'accès à l'enseignement et à la formation professionnelle dans des conditions d'égalité. Parmi les autres objectifs, citons : « l'extension des mesures de Sécurité sociale en vue d'assurer un revenu de base à tous ceux qui ont besoin d'être ainsi protégés, de même que des soins médicaux complets », « protéger la vie et la santé des salariés de toutes professions, et donner à chacun un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être », « notamment pour l'alimentation, le logement, le repos et les loisirs ».

Tandis qu'étaient rédigées les déclarations internationales, un bel élan se faisait jour tant

dans le grand public que dans les milieux spécialisés. En Grande-Bretagne, dans son ouvrage « Full Employment in a Free Society » (Le plein emploi dans une société libre, 1944), Sir William Beveridge définissait cinq géants que la Société devait vaincre pour avancer : l'oisiveté, la maladie, la pauvreté, l'ignorance et la misère. Le rapport Beveridge sur la sécurité sociale (1942) a connu un des plus forts tirages pendant la guerre. « Le système prévu », disait-il « est, par certains côtés, révolutionnaire, mais par d'autres côtés plus importants, c'est un aboutissement naturel du passé. C'est une Révolution britannique ». Le rapport proposait plusieurs plans de temps de guerre qui ont eu une profonde influence sur la mentalité populaire. Dans un article qui fit sensation — et qui, par la suite, fut souvent cité, l'éditorialiste du « Times » écrivait : « Par démocratie, nous n'entendons pas une démocratie qui défendrait le droit de vote, tout en oubliant le droit au travail et le droit de vivre ».

Plus importantes encore que les mots étaient les mesures concrètes prises par le Gouvernement pour étendre la portée de la protection sociale. L'historien officiel de la politique sociale suivie par le Gouvernement anglais pendant la guerre rapporte que, dès 1945, celui-ci avait pris une mesure intéressant directement la santé et le bien-être de la population et qui dépassait de loin tout ce qui avait pu être envisagé après 1930. Au lieu de limiter les prestations de Sécurité sociale aux classes pauvres, cette mesure instituait l'obligation de protéger de la misère et de la tension « presque toutes les classes de la société ». Cette mesure n'était pas prise au nom d'un Etat totalitaire, mais au nom d'une collectivité démocratique. Cette distinction était et demeure fondamentale. Il n'y avait pas tendance à un surcroît de bureaucratie, mais on attendait de celle-ci plus de courtoisie, plus de compréhension sympathique, des services plus nombreux et meilleurs. Avant la guerre, la conception des services sociaux était limitée, tout comme au début du XX^e siècle, au minimum de prestations indispensables. Du fait que les services sociaux s'adressaient à un plus grand nombre de personnes, leur qualité s'est améliorée.

La politique de l'Etat-Providence, née en Grande-Bretagne après la guerre, a été façonnée par cette expérience. L'Etat-Providence est un Etat dans lequel les services sociaux ne sont plus conçus sous la forme d'une aumône. Ils sont décrits comme « un système coopératif d'aide mutuelle et d'auto-assistance institué par l'ensemble de la Nation et destiné à donner à chacun le niveau minimum de sécurité, de logement, d'emploi et de vie au-dessous duquel notre devoir à l'égard du prochain nous interdit de le laisser tomber ». Au centre de ce système figuraient la Sécurité sociale — qui était fondamentalement la même que celle proposée en temps de guerre dans le rapport Beveridge — et le « National Health Service » (ou assurance-maladie), qui allait plus loin qu'aucune des propositions du temps de guerre. En outre, les publicistes qui retraçaient l'origine de l'Etat-Providence, parlaient habituellement de modifications importantes dans le domaine du logement, de l'instruction et des soins aux vieillards (en même temps que de l'institution des allocations familiales).

Disparition des anomalies

Les sociologues expliquent des changements non par une extension des pouvoirs de l'Etat, mais par la « mobilité » de la notion de citoyen. Jusque-là, disent-ils, la politique sociale était considérée tout au plus comme un palliatif n'intéressant que les couches inférieures ou fondations de la Société ; maintenant, cette politique intéresse l'architecture de l'édifice dans son ensemble. En Norvège, une déclaration ministérielle annonçait en 1945 le perfectionnement de la législation sociale « en vue de rendre superflue l'assistance publique ». Cinq années plus tard, un rapport du Bureau international du Travail retraçait l'évolution d'un nouveau système de Sécurité sociale qu'on ne peut qualifier autrement que de « service public s'adressant à l'ensemble des citoyens ». « Cette nouvelle organisation de la protection, ajoutait-il, intéresse maintenant toute la population, bien qu'elle concerne au premier chef les salariés et les personnes vivant à leur charge. Elle tend par conséquent à entrer dans le cadre des attributions du gouverne-

Heures de travail garanties — et puis à la maison à toute vitesse!



(Photo OTAN)



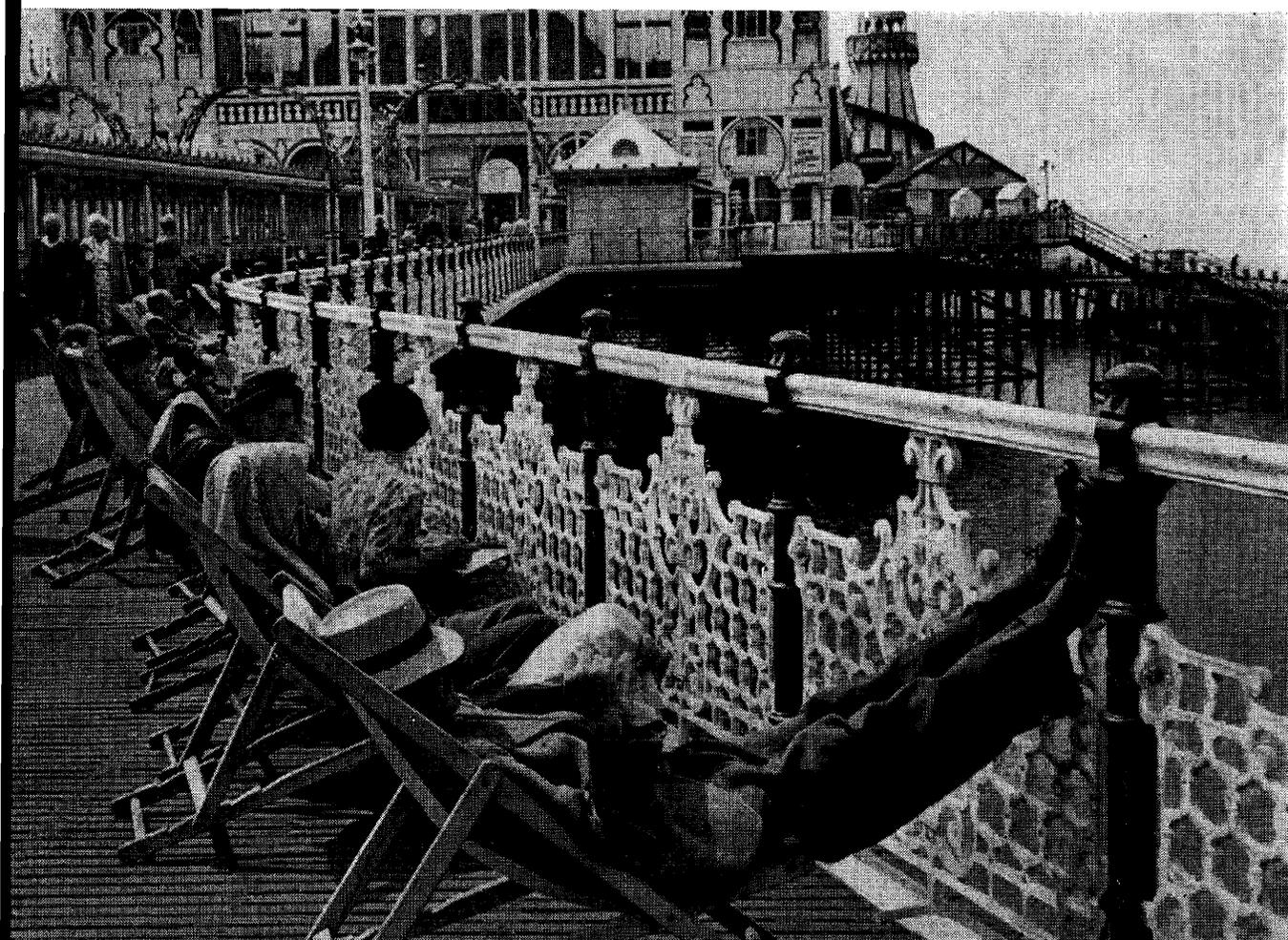
Un changement de décor n'est plus le privilège de quelques-uns. Les congés payés donnent à tous la possibilité de s'éva-der chaque année... et d'emmener les enfants.

(CUCHE C.G.T.)

ment national et la Sécurité sociale est donc maintenant étroitement liée à la politique nationale d'élévation du niveau de la protection ». Les nouveaux services sociaux couvraient une gamme bien plus étendue d'éventualités, indépendamment de leur mode de financement ; les prestations étaient mieux adaptées aux besoins, le lien entre le droit aux prestations et le versement des cotisations était relâché et beaucoup des anomalies d'avant-guerre avaient disparu. Il n'entraînait pas dans le cadre du rapport du B.I.T. de s'étendre sur la nouvelle tendance qui consistait à prendre le plein emploi comme objectif fondamental, ni sur les innovations en matière d'instruction et de logement.

Bien entendu, les divers pays ont suivi des chemins différents vers la protection sociale après 1945 et ont avancé à des allures également différentes. Tous les pays, en tant que démocraties, n'ont pas adopté le même ordre de priorités dans leur programme de relèvement. Tous les gouvernements n'étaient pas prêts à concevoir le rôle de l'Etat comme l'ont fait les gouvernements britanniques

successifs. Il n'y avait pas de formule unique. La diversité des traditions a influé autant que la diversité des philosophies sur la marche des événements. En conséquence, à mesure que les programmes de protection sociale étaient mis au point et appliqués, les contributions respectives des salariés, des hommes d'affaires et des gouvernements dans le financement et la gestion de la Sécurité sociale différaient considérablement d'une nation à l'autre, de même que le langage dans lequel étaient définis les objectifs de la protection sociale. Les élans (et les résistances) eux-mêmes étaient mêlés. Il en est résulté la création d'une série de réseaux nationaux de protection sociale aussi compliqués sur le plan international qu'ils l'avaient été au sein de chaque Etat. Le fait que l'accord se soit réalisé sur les principes fondamentaux constitue la véritable révolution. On attend des collectivités une intervention active et uniforme qui assure le bien-être de tous leurs ressortissants. La révolution est allée si loin qu'il est difficile de revenir à certains des principes d'avant-guerre. Il n'y a pas une idéologie unique de la protection sociale, mais partout, dans presque



Vacances annuelles, puis retour au labeur quotidien. Mais ensuite vient la pension de retraite, petite peut-être, mais suffisante pour passer le temps ou pour s'endormir sur un journal.

(Photo Henri Cartier-Bresson)

tous les groupes sociaux, les façons de penser se sont transformées.

Beaucoup d'autres forces sont toutefois entrées en jeu après la guerre, modifiant le contexte de l'intervention de l'Etat et versant au dossier de l'Etat-Providence de nouveaux arguments. En 1950, quand le B.I.T. passait en revue les tendances les plus récentes, l'accent était mis sur le relèvement économique plutôt que sur l'expansion. Les problèmes de la protection sociale étaient encore considérés dans l'esprit qui avait influé sur leur expression avant et après la guerre. Depuis lors, il y a eu des bouleversements dans les états d'âme et d'esprit. Malgré l'importance attachée dans l'immédiate après-guerre à la notion de protection sociale, c'est l'augmentation de la production plutôt qu'une nouvelle répartition qui a atténué beaucoup des tensions qui régnaient dans les sociétés d'avant-guerre, élevé les normes minimales, et reculé les frontières des aspirations. Il n'est donc guère surprenant qu'on ait plus discuté dernièrement des effets de l'abondance occidentale que des questions de pénurie. Ces temps-ci, l'on s'est plus occupé du droit à

l'éducation — et notamment de l'accès aux études supérieures — que des éléments de la Sécurité sociale.

Développement et perfectionnement

Un réseau de services sociaux est, à l'heure actuelle, généralement considéré comme indispensable à la société contemporaine. Comme l'a dit M. Enoch Powel, « les services sociaux sont aussi nécessaires dans les sociétés modernes que l'était le tout-à-l'égout dans la société victorienne ». La discussion sur les services sociaux commence habituellement par les problèmes du financement et du degré de la protection ; il se termine — et cela est un signe « d'évolution » — par la question de leur suppression ultime. C'est ainsi que Gunnar Myrdal a écrit que la phase suivante du « développement et du perfectionnement de l'Etat-Providence » sera « la diminution graduelle de l'intervention directe de l'Etat, les individus étant mis à même de défendre leurs propres intérêts dans le cadre des règles générales instituées par l'Etat démocratique ». Il

ajoute que le système aura en quelque sorte accompli un cercle complet.

D'autres sociologues, dont l'œuvre ne saurait être soupçonnée d'optimisme béat, confirmeront que ce résultat est encore éloigné. Le professeur J.-K. Galbraith a parlé de la coexistence de l'abondance privée et des misères publiques et a souligné qu'en notre ère de production matérielle croissante, l'Etat se doit de fournir les services sociaux et les commodités qui ne peuvent être fournis, achetés ou vendus par les particuliers.

En Grande-Bretagne, une école de journalistes dirigée par Richard Titmuss, a montré que certains groupes ont bien moins profité que d'autres du récent accroissement de la production, que derrière cette façade d'abondance il existe « des groupes submergés » et des « misères cachées » et que l'Etat-Providence « doit détecter tous les problèmes qui n'apparaissent pas immédiatement à la surface ». « Une société qui ne parvient pas à déceler dans les faits plutôt que par induction ses problèmes sociaux actuels et mouvants peut s'attendre à voir dépérir sa conscience sociale et ses valeurs démocratiques ».

Le remplacement total des problèmes visibles par des problèmes cachés est lui-même du domaine de l'avenir. Dans toutes les sociétés occidentales se posent des problèmes particuliers de protection sociale : « poches » de sous-développement, régions déshéritées où les problèmes humains sont liés au déplacement économique et technique, groupes particuliers d'individus qui subissent tout le poids de l'effort et de la tension. Certains problèmes (tels que soins aux vieillards ou fourniture d'un logement convenable) sont communs à toutes les sociétés. La révolution de pensée et de pratique à laquelle nous faisons allusion ici n'est donc pas terminée. Elle se poursuit d'année en année, traversant des phases nouvelles, relevant de nouveaux défis. Elle repose donc davantage sur un état d'esprit et sur la volonté que sur les dogmes relatifs à la nature humaine et au développement économique. Elle repose aussi sur l'empressement et l'aptitude à rechercher les faits et à réfléchir les problèmes. Toute idée de finalité empêche le processus d'adaptation de se poursuivre comme il le faut. Les services sociaux ne seront jamais des « articles finis ». Par son caractère même, la révolution est « non totalitaire » ; elle ne prétend pas tout résoudre d'un seul coup et elle ne nie pas qu'il reste encore beaucoup à accomplir. Elle tient compte des tendances démocratiques et des nouvelles évaluations techniques.

Il est très dangereux de ne considérer la notion d'Etat-Providence de l'après-guerre que comme un slogan, de consigner ses réalisations sous forme de statistiques comme point culminant de l'histoire de l'humanité, de généraliser ses avantages ou ses inconvénients, d'affirmer, par exemple, qu'il constitue une panacée ou — d'un point de vue

diamétralement opposé — qu'il sape toute initiative personnelle, affaiblit l'organisation bénévole et renforce la bureaucratie. Il y a un danger égal à cultiver des mythes et notamment les deux extrêmes selon lesquelles ou bien l'Etat-Providence a parachévé son œuvre ou bien n'a rien résolu du tout. Il existe également des mythes en ce qui concerne les bénéfices qu'il a permis de réaliser et la mesure dans laquelle il a déterminé une répartition radicalement nouvelle des revenus.

Les réels changements

Il est difficile de placer les événements contemporains dans leur perspective historique, mais les historiens de l'avenir chercheront sûrement à rapporter en détail les réels changements qu'a entraînés, dans la vie des hommes, l'adoption de nouvelles politiques sociales depuis 1945. Et c'est ce qui restera et caractérisera le monde Occidental, plutôt que l'accroissement du pouvoir de l'Etat ou l'augmentation des dépenses publiques. La suite de l'évolution dépend de l'intérêt porté à la population en cette époque d'organisation. Avec du recul, on décrira sans doute l'Etat-Providence comme un Etat où le pouvoir organisé a été intentionnellement utilisé, grâce à une politique démocratique et à l'administration publique, pour modifier le jeu des forces économiques dans trois directions au moins — premièrement en garantissant aux individus et à leur famille, indépendamment de la valeur marchande de leur travail ou de leurs biens, un minimum de ressources correspondant plus ou moins à leurs besoins ; deuxièmement, en réduisant l'insécurité inhérente à un âge industriel en permettant aux individus et à leur famille de faire face à certaines éventualités telles que maladie, vieillesse, chômage (qui sans cela détermineraient des crises, tant sur le plan individuel que familial) et, troisièmement, en garantissant à tous les citoyens, sans discrimination, le plus haut niveau de vie possible, par rapport à un éventail agréé de services sociaux, jusque dans les domaines de la santé et de l'éducation. Vu sous cet aspect, les gains réels de l'Etat-Providence marquent un pas en avant vers le bonheur de l'humanité.

ASA BRIGGS

Université de Sussex

M. Asa Briggs, Professeur d'Histoire. Doyen des études sociales et Pro-Vice-Chancelier de l'Université de Sussex, a eu une carrière académique fort distinguée. Avant d'occuper sa chaire actuelle, il fut agrégé du Worcester College, puis chargé de cours sur l'histoire économique et sociale récente à l'Université d'Oxford, et enfin détenteur de la chaire d'Histoire à Leeds. Il fut Président de la Workers Educational Association et il est l'auteur d'un certain nombre d'ouvrages sur l'histoire politique et sociale contemporaine dont le plus connu est The Age of Improvement.

HOMMAGE AU GÉNÉRAL NORSTAD

L'EUROPE, pour le Général Lauris Norstad, ce n'est pas seulement un continent, c'est beaucoup plus, c'est un entité vivante qui ne cesse de croître. Commandant Suprême des Forces alliées en Europe, le Général Norstad fut responsable de la sécurité de ce continent pendant ces six dernières années. Il passe aujourd'hui la main, laissant une situation satisfaisante : la paix a été préservée de sorte que la prospérité est maintenant chose assurée.

Quand le Général Norstad arriva en Europe à l'automne de 1950, en qualité de Commandant en chef des Forces Aériennes américaines. et lorsqu'il devint Commandant des Forces Aériennes alliées du Centre-Europe le printemps suivant, l'Europe telle que nous la connaissons commençait à peine à se dessiner.

Retour en arrière sur l'Europe

Grâce au plan Marshall, l'Europe avait déjà commencé à émerger de ses ruines, mais on était loin encore des conditions d'avant-guerre. Le plan Schuman de « Pool » des deux grandes industries lourdes de France et d'Allemagne — celle de l'acier et du charbon, base de tout effort militaire — tendant à l'union économique et politique du continent européen, venait juste de voir le jour et avait été accueilli de divers côtés avec un scepticisme non dissimulé. A l'époque, l'on se préoccupait beaucoup plus de faits concrets que de ce plan de « visionnaire » : devant la pénurie de dollars, le taux d'investissement dangereusement bas dans un continent branlant et l'abaissement du rideau de fer, l'espoir n'était guère plus qu'une lueur tremblotante même chez les plus optimistes.

Si le Général Norstad abandonne sa tâche avec la conviction que l'Europe ne ressemble en rien à celle qu'il avait trouvée douze ans plus tôt, c'est qu'il lui a été donné, comme à peu de personnes, de la voir se transformer sous ses yeux. Et, s'il s'en va avec le sentiment, non seulement d'avoir assisté à cette transformation, mais d'en être pour une grande part responsable, ce sentiment est pleinement justifié. Car une de ses croyances les plus profondes est que c'est la sécurité garantie par les forces alliées de l'OTAN qui a permis à l'Europe de croître à un rythme aussi étonnant.

Lord Ismay



M. Spaak



M. Stikker



Gal Eisenhower



Gal Ridgway



Gal Gruenther



DOUZE ANS
EN EUROPE
AVEC...

A chacun de ses retours de voyage à travers notre continent, au cours de ces dernières années, la première impression du Général Norstad a toujours été que les peuples éprouvaient une sécurité plus grande, non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir. Les signes dont il faisait état étaient les immeubles neufs, les nouvelles usines, le perfectionnement continu de nos moyens de transport, travaux qui, tous, exigeaient un effort d'investissement considérable. Il en déduisait que les peuples européens investissaient pour l'avenir, pour un avenir auquel ils croyaient.

La voix des petites nations

Autre réussite positive de l'OTAN : elle a permis aux petites nations de manifester leur personnalité. Des critiques ont été de temps à autre formulées contre l'OTAN, en particulier contre la règle qui accorde à chaque nation membre, quelle que soit l'importance de sa contribution aux forces défensives alliées, égalité de droit de vote au sein du Conseil. Le Général Norstad considérait cette règle comme l'une des plus grandes vertus de l'Organisation Atlantique, car il croyait que quinze

nations ayant chacune pleine conscience de leur valeur individuelle, ainsi que la possibilité de parler sans crainte, sachant qu'elle s'appuyait sur la puissance armée des quatorze autres, et étant chacune capable d'influencer la politique commune, ne pouvaient que renforcer notre force. Il citait souvent, à titre d'exemple, la fermeté des Norvégiens et des Grecs devant les menaces de Khrouchtchev, lorsque ce dernier énumérait les risques auxquels ils s'exposaient en permettant l'installation de rampes de lancement sur leur territoire. Le Général Norstad avait le sentiment que, sans l'OTAN, ces deux pays auraient adopté une attitude toute différente. C'est l'Alliance Atlantique qui a non pas donné de la dignité aux petites nations, mais leur a permis de l'afficher.

C'est en 1957, l'année qui suivit la nomination du Général Norstad comme Commandant Suprême Allié en Europe, que l'Union soviétique annonça qu'elle avait expérimenté la fusée balistique à portée intercontinentale. La réunion ministérielle de l'OTAN de décembre eut lieu cette année à l'échelon des Chefs de Gouvernement, lesquels autorisèrent SACEUR à mettre

Comme tout bon sportif, le Général a toujours ses fusils à portée de la main.



Un petit mot avec « Muggsey » à la fin d'une longue journée consacrée à la Communauté Atlantique.



en œuvre ses projets d'installation de rampes de lancement de fusées de moyenne portée en Europe. Ce fut un tournant dans l'histoire de l'après-guerre, car il marqua l'abandon de la théorie des représailles massives et l'accroissement de la croyance en des menaces limitées, multipliées et localisées. Le Général Norstad fut chargé d'opérer la transition et de le faire en convainquant les Européens que leur confiance en l'OTAN demeurait justifiée.

En fait, l'une des tâches les plus difficiles qui lui furent données à réaliser, tandis qu'il exerçait ses fonctions au Grand Quartier Général Allié, fut de démontrer au monde que nous étions assez forts pour nous défendre en cas de besoin, mais assez sages pour ne pas attaquer et d'amener les peuples à se considérer en état d'alerte perpétuelle sur un plan toutefois uniquement défensif. A mesure qu'armes nucléaires et vaisseaux spatiaux gagnaient en importance, les partisans du désarmement unilatéral et de la suppression de l'armement atomique, toujours plus nombreux, élevaient la voix. Le rôle du Commandant Suprême, obligé d'organiser la défense en fonction des nouvelles inventions de ceux qui nous menacent, n'est pas chose aisée dans

une société libre où l'opinion publique est très puissante.

Rien dans l'attitude du Général Norstad n'était calculé en vue de se concilier les partisans de l'apaisement. Il croyait profondément que seule la force pouvait assurer la paix, tout au moins jusqu'à ce que l'on ait pu se mettre d'accord sur un contrôle efficace du désarmement. C'est pourquoi il était indispensable, selon lui, que chaque membre de l'OTAN soit en mesure de se défendre individuellement et que la République Fédérale d'Allemagne reçoive un armement nucléaire tactique, ce qui fit grand bruit.

Il était d'avis que les Etats-Unis maintiennent leurs forces en Allemagne et s'élevait contre la doctrine du « désengagement ». Adoptant un point de vue qui risquait fort d'être décrié, il approuva la continuation des essais nucléaires. En effet, jugeant que l'Alliance Atlantique devait disposer d'une force maximum, il estimait que seule la poursuite de ces expériences permettait d'étendre la gamme de nos engins nucléaires, de les rendre moins nocifs en permettant de réduire les retombées radio-actives, et d'ajouter ainsi à la caté-

Pêcheur un jour, pêcheur toujours et il n'y a pas de poissons comparables aux poissons bavarois, disent les Bavarois. Personne ne sait si le Général a pu vérifier cette affirmation au cours du dîner.





Comment va-t-il prendre cela... ?

Un « coup de fil » à la Maison Blanche qui contrôle les armes nucléaires de l'OTAN.



Un sourire « quatre étoiles ». C'est une habitude du Général de maintenir un contact personnel avec ses soldats.

gorie d'armes nucléaires à portée réduite et à effet limité. Enfin, le Général voulait l'intégration totale des forces nationales à l'OTAN, tandis qu'en 1959, il lançait l'idée dont l'écho résonne encore à travers le monde : si l'OTAN parvenait à devenir la quatrième puissance atomique cela constituerait un grand pas en avant — à condition que cela fut « politiquement faisable ».

En tant que Commandant Suprême Allié, le Général Norstad dépendait du Conseil de l'Atlantique Nord. Sa conception de ce qui était politiquement réalisable ne reposait pas sur des idées abstraites ou livresques — elle était alimentée par son contact quotidien avec des hommes ayant l'oreille de leur gouvernement. Car, bien que quatre mille personnes par an fussent reçues chez lui à Marnes-la-Coquette, nul n'était invité plus fréquemment, tant là qu'au SHAPE, que les Représentants Permanents à l'OTAN. Ils disent adieu à un ami, à un chef et à un travailleur infatigable non seulement au nom des forces ou des gouvernements de l'Alliance, mais aussi au nom des peuples désormais alliés au sein d'une grande communauté.

Salut à l'anglaise pour le Commandant Suprême.



(Photos SHAPE et photos OTAN par Dominique Berretty)

VERS DES MONDES NOUVEAUX

LE COLLÈGE ATLANTIQUE

LE CHATEAU de Saint-Donat est franchement extraordinaire d'abord par son site : il est perché sur la côte sauvage du sud du Pays de Galles et domine l'un des plus beaux paysages de la baie de Bristol. Mais il est aussi extraordinaire par le Collège qu'il abrite aujourd'hui.

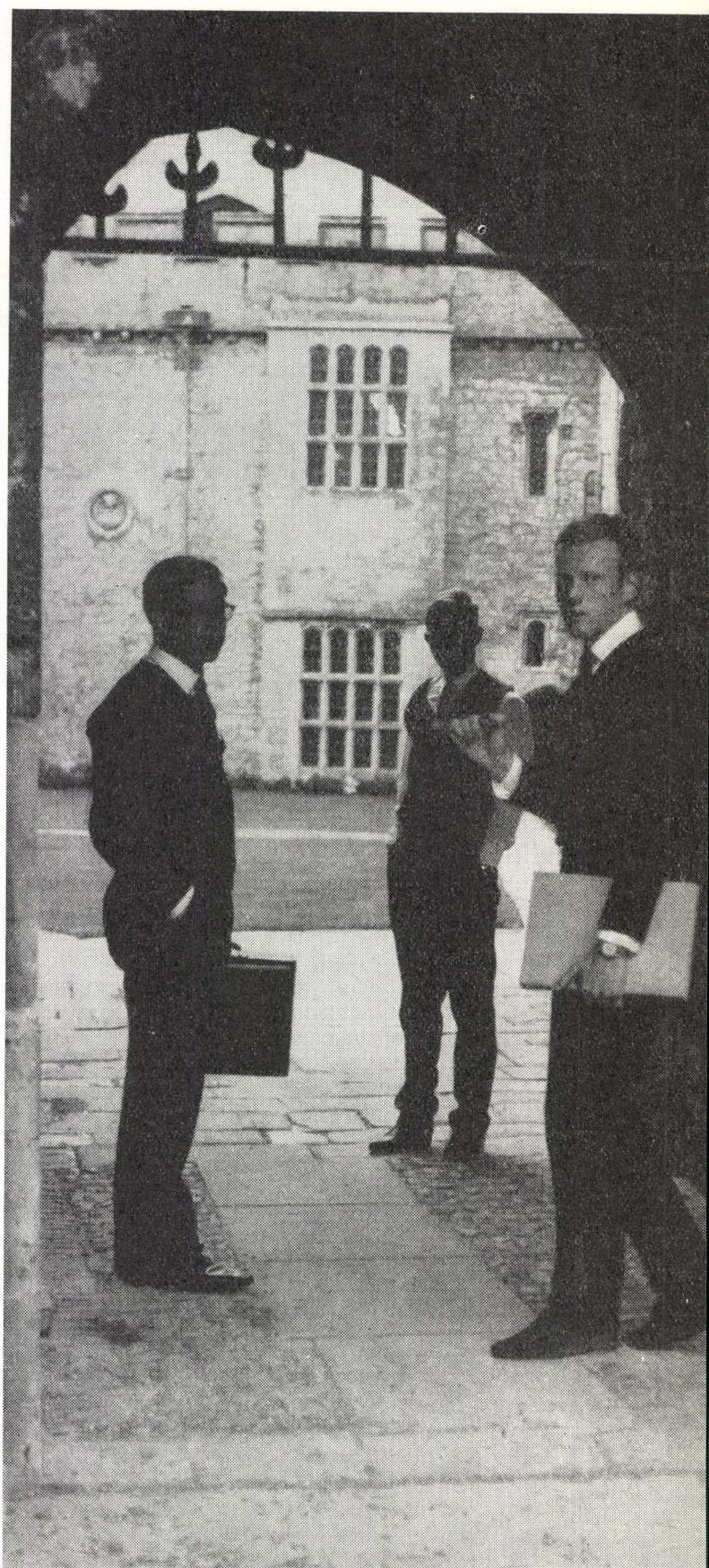
En effet le mois dernier, 50 garçons en provenance de 12 pays différents (avec, en outre, la fille du Directeur) ont convergé vers ce château pour s'y lancer dans l'aventure de l'éducation internationale. Car Saint-Donat est le premier Collège Atlantique, et à l'origine de sa création nous trouvons le Dr Kurt Hahn, ancien directeur des études de Gordonstoun, et l'Air Marshall Sir Lawrance Darvall. C'est ce dernier qui en eut l'idée alors qu'il était commandant du Collège de Défense de l'OTAN à Paris, de 1953 à 1955.

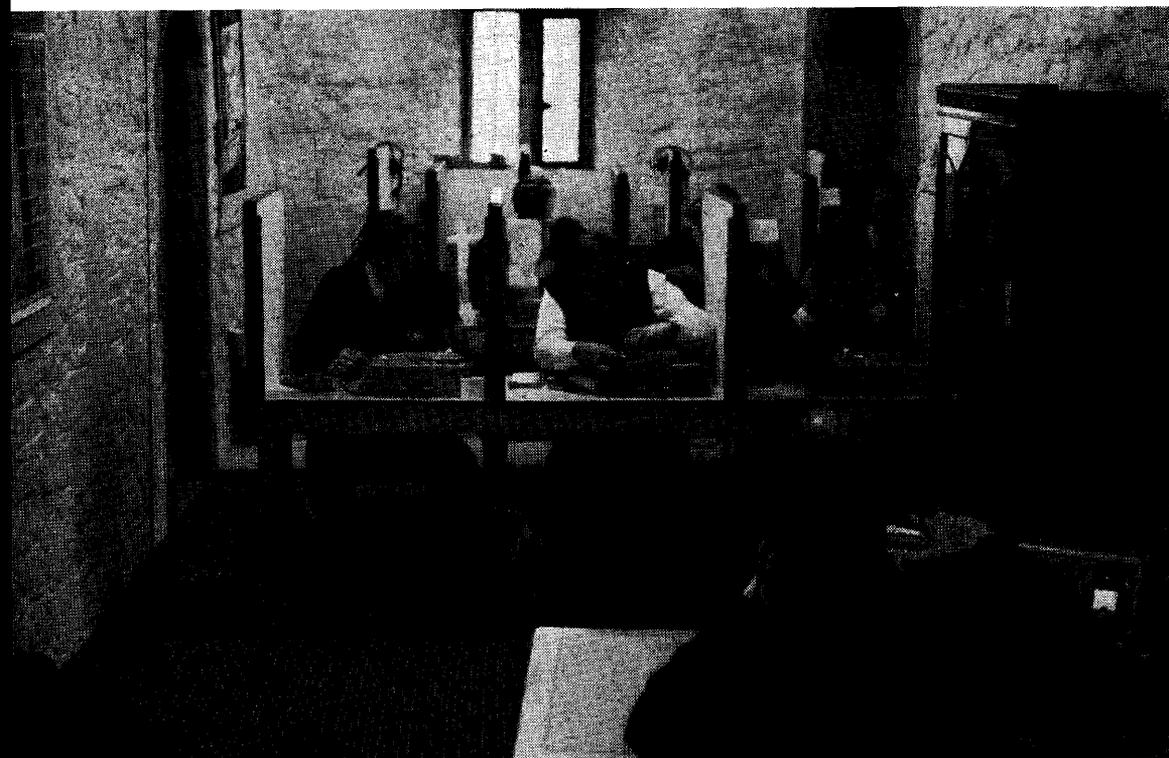
A cette époque, il avait remarqué que certains officiers étaient assez peu disposés à se mêler aux autres. Avec les années et l'habitude de travailler ensemble, c'est plutôt la tendance inverse que l'on observe actuellement.

Préparation pour l'université

Mais entre-temps, Sir Lawrance comprit qu'essayer de modifier l'attitude des hommes les uns à l'égard des autres lorsqu'ils ont atteint le stade de la vie internationale peut se révéler une entreprise de longue haleine et souvent décevante. Ce dont on avait besoin, et le Dr Hahn était d'accord avec lui, c'était d'un pensionnat international pour jeunes gens se préparant à l'université.

Cette institution a été appelée Collège Atlantique pour deux raisons : premièrement parce que tous les garçons, à l'exception d'un Brésilien,





L'étude des langues tient une place importante dans l'enseignement de Saint-Donat. Ce « laboratoire » utilise le matériel le plus récent pour permettre aux élèves de faire des progrès rapides, surtout en anglais.

sont originaires de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord ; en second lieu parce que ce mot est un symbole de l'interdépendance croissante des pays et du développement d'une communauté.

Dans quelques années, lorsque ce collège atteindra son effectif complet de 450 étudiants, on verra peut-être un Bulgare se promener le long des couloirs, un Tchèque nager dans la piscine et un Russe faire du canotage dans la mer qui s'étend au bas de cette splendide propriété de 80 hectares. Car si la jeune communauté occidentale a été choisie pour faciliter un bon départ on n'a nullement l'intention de limiter l'accès au Collège aux membres de cette communauté.

Le Directeur, le contre-amiral Hoare, ancien ingénieur de la Marine et de l'Aéronautique britanniques, ne manque pas de rappeler que Saint-Donat n'est pas un Collège pour fils de riches. Des organismes industriels et des responsables régionaux de l'enseignement désirent très vivement prendre en charge des jeunes qui ne sont pas en mesure de subvenir eux-mêmes aux dépenses. En fait, 20 % seulement des garçons paient eux-mêmes les frais de scolarité.

Saint-Donat constitue à tous égards une véritable expérience pour les élèves comme pour les maîtres. M. Robert Blackburn, Directeur des études, qui fut Principal de « Dowside and Murchant Taylor's » et fit partie de l'équipe de rugby de « Trinity College » à Dublin, estime qu'en tout état de cause, la Grande-Bretagne entrant ou

non au Marché commun, le processus d'intégration est inévitable. Saint-Donat voit donc le jour au bon moment. A dire vrai, c'est une gageure, mais à son avis elle doit réussir.

Une camaraderie spontanée

En dehors de son caractère international, le Collège diffère à maints égards des autres institutions. Il ne comporte que les classes préparatoires à l'Université. Les cours sont de deux ans, chaque année étant elle-même divisée en deux longs semestres. La majeure partie de l'enseignement est donné à l'extérieur ; les leçons de navigation sont obligatoires. Ceci parce qu'un jour ou l'autre, tout élève risque de vouloir essayer l'un des bateaux de la flotille du Collège et la baie de Bristol est dangereuse pour les marins inexpérimentés. Mais la mer et ses dangers peuvent également susciter une camaraderie spontanée. Tel fut le cas d'un étudiant britannique et d'un autre américain, tous deux passionnés de yachting, qui devinrent amis dès le premier jour et prirent l'initiative de faire participer un des bateaux du Collège à une régata locale.

Ces activités extérieures sont semblables à celles des « Outward-Bound Schools » britanniques (1). Créés il y a 21 ans, ces écoles forment chaque année plus de 4.000 jeunes gens et 500 jeunes filles,

(1) Ecoles ayant pour objet le développement de l'initiative personnelle.

dans divers domaines tels que la navigation, l'alpinisme et le sauvetage. Tous les garçons sont encouragés à se présenter aux épreuves du « Prix du Duc d'Edimbourg » qui correspondent aux activités des O.B.S. et fonctionnent sous le contrôle d'environ 300 organisations, allant des collèges secondaires aux industries nationalisées.

M. Charles Thompson, Directeur des activités générales, qui est membre du Comité de l'Association Olympique britannique, a l'intention, au cours de l'année, de constituer divers groupes pour enseigner le secourisme sur les plages ou les falaises, le sauvetage en canoë, le service de garde-côtes et la lutte contre l'incendie, sans parler de la protection de la nature.

Ceci implique évidemment chez les jeunes garçons une parfaite condition physique. Aussi les emmène-t-on à la piscine à 7 h 15 du matin presque tous les jours et le Directeur des activités générales se jette à l'eau avec eux. M. Thompson est animé d'un tel enthousiasme qu'il ne voit pas où il pourrait se trouver mieux qu'à Saint-Donat, surtout en ce moment où la création et le succès du collège dépendent entièrement du personnel.

Pendant de nombreux mois, les dirigeants devront faire œuvre de pionniers. Les élèves forment un cocktail de 12 alcools différents ; chacun d'eux doit être apprécié et dosé comme il convient sinon le mélange définitif risque de perdre son bouquet. Bien que le Collège soit ouvert depuis un mois, il manque de certains équipements essentiels : des livraisons promises sont encore en souffrance. Entre-temps les réparations et les travaux de construction se poursuivent rapidement ; tout sera achevé à la fin de 1963 et coûtera un million de livres.

Au-delà des frontières

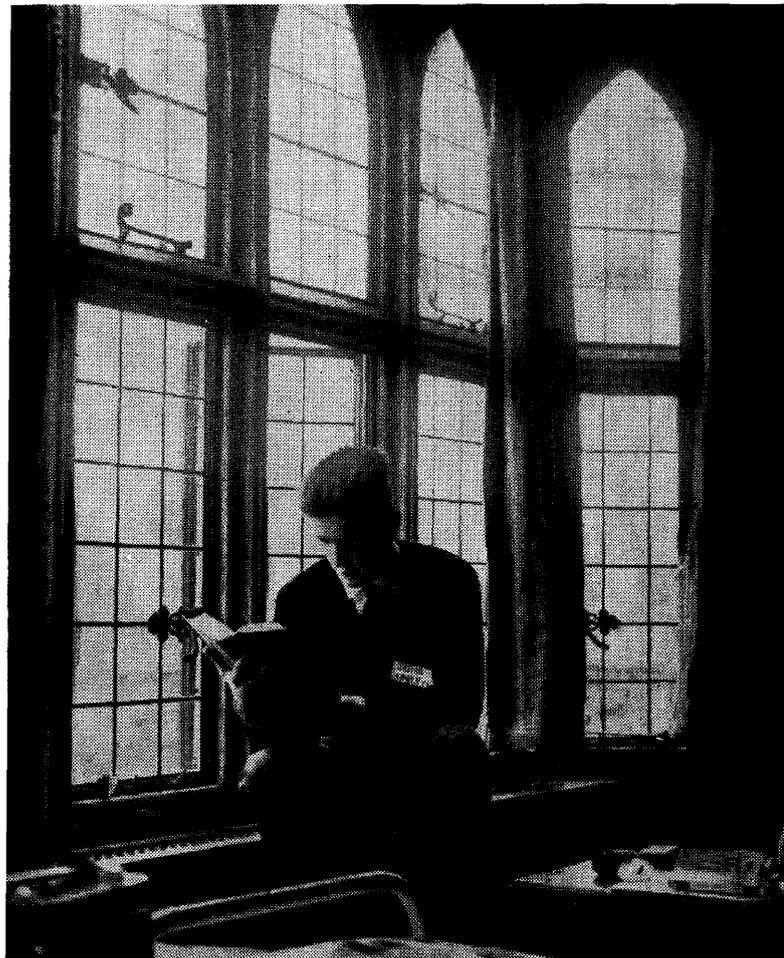
Fort heureusement le « laboratoire de langues », utilisé pour des cours éclairés de terminologie sur les diverses matières universitaires, fonctionne sans heurt. La question des langues ne pose pas un problème aussi considérable qu'on pourrait le croire ; du reste, pour des raisons évidentes, ce domaine a la priorité sur d'autres sujets. Tous les étudiants parlent l'anglais, qui est la principale langue de travail.

Les critiques, s'il y en a, ne manqueront pas sans doute de considérer le problème de la langue comme la pierre d'achoppement de l'enseignement et il est indéniable qu'il peut, en un certain sens, freiner les progrès au début. Mais il suffit de passer un jour au Collège pour comprendre que, comme le dit le proverbe, ce que l'on perd d'un côté on le gagne de l'autre, et dans le cas présent on le gagne même largement. Le rythme plus lent qui marque les études au début est plus que compensé par le contact permanent avec un monde qui s'étend au-delà des frontières que ces garçons auraient normalement connues.

Le personnel enseignant ne perd pas non plus de temps pour établir des contacts avec le monde extérieur. Une association des « Amis du Collège Atlantique » a déjà été créée dans le Comté de Glamorgan et le Collège est d'ailleurs disposé à s'affilier à tout groupe qui en vaut la peine. On peut même dire que c'est grâce à ces contacts extérieurs que le Collège a pu obtenir de la Direction des Charbonnages du sud du Pays de Galles des équipements de mineur pour son programme de spéléologie.

D'ailleurs le Collège a suscité un vif intérêt dans tout le Pays de Galles, non seulement à cause des élèves mais aussi à cause du château qui est depuis des siècles une source inépuisable de conversations. William Randolph Hearst ne l'avait-il pas acheté jadis, pour Marion Davies, la vedette de cinéma américaine ? Le château était à vendre depuis 20 ans. Le conseil municipal ne savait plus que faire à son sujet. Finalement, en désespoir de cause, il décida de le transformer en lieu de camping. Puis

Avant que le jour ne tombe, John Spruell jette un dernier coup d'œil sur un livre.



arrivèrent le Dr Hahn et Sir Lawrance Darvall avec leur « idée » et un don de £ 65.000 provenant de M. Antonin Besse, mécène de nationalité française, fils du fondateur du Collège Saint-Antoine à Oxford.

Les gens du village, cependant, rencontrent peu les élèves. Une règle de conduite reste encore à déterminer et le personnel du Collège incline à une discipline très stricte pour ne pas courir le risque d'être obligé de faire preuve d'une plus grande sévérité pendant l'année. Les étudiants exercent évidemment une certaine influence sur les décisions relatives aux règles du Collège. Sachant que le Collège est à ses débuts, ils n'hésitent pas à adresser des réclamations pour obtenir par exemple de la bière à la cantine, du vin pour le dîner et une nourriture plus variée.

Afin d'éviter une avalanche de réclamations individuelles, les dirigeants proposèrent l'élection d'un conseil d'étudiants. Ce fut fait dans les règles mais, chose assez singulière, les élections des présidents et du secrétaire furent ajournées. Il semble que les garçons, qui avaient certainement l'habitude d'assumer une autorité sous une forme ou sous une autre dans leurs propres collèges, soient devenus réservés dès qu'ils se trouvèrent en contact avec des camarades d'autres nationalités que la leur. Pour l'instant donc, personne ne veut être le Chef, et il est préférable de laisser ce problème se résoudre tout seul avec le temps.

Scepticisme français.

Le Collège se propose en outre d'éliminer ce que l'on pourrait appeler les barrières universitaires. Malgré les progrès réalisés au cours des dernières années, il est encore extrêmement difficile, sinon impossible, pour les enfants des établissements secondaires d'un pays d'entrer dans les universités d'un autre pays sans faire des études supplémentaires assez longues et sans passer un examen d'entrée. Avec l'institution du Marché commun et les perspectives d'interdépendance transatlantique, ces barrières posent des problèmes plus aigus, car, par crainte de voir l'enseignement de leurs enfants retardé, les parents risquent de s'opposer aux séjours à l'étranger qui sont appelés à jouer un rôle essentiel dans la vie de la nouvelle communauté.

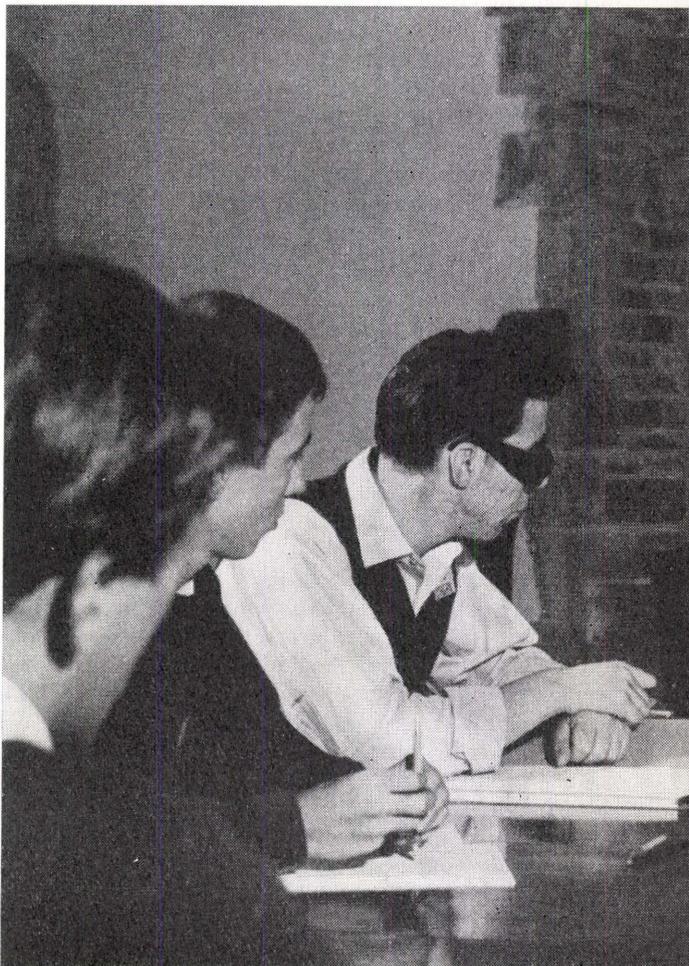
Le programme universitaire de ce premier collège correspond au niveau demandé pour l'entrée dans une université britannique, mais il comprend des matières supplémentaires pour les jeunes étrangers, suivant les exigences des autorités universitaires de leurs propres pays. Tous sont maintenant convaincus que le niveau des études de Saint-Donat est à la hauteur, bien qu'au début les Français se soient montré sceptiques.

Des « salles nationales » doivent encore être aménagées afin que les élèves ne soient pas complètement dépaysés et gardent le contact avec



Peu importe l'endroit du moment qu'on travaille.

Le Contre-Amiral Hoare, directeur, annonce aux





Lustre ancien, amitié nouvelle.

...moi ils peuvent s'attendre et ce qu'on attend d'eux.



(Photos "The Times" et Collège Atlantique)

leur pays d'origine. L'accès à ces salles ne dépendra pas uniquement de la nationalité mais de l'aptitude à parler la langue particulière du pays. Comme le souligne la brochure du Collège : « Le nationalisme est maîtrisé mais le patriotisme n'est pas affaibli ». Les garçons résident dans de petites maisons où les nationalités sont mélangées. Ils travaillent tous les soirs par groupes de trois.

Le costume, qui a évidemment été conçu sur le modèle de celui de Gordonstoun, s'écarte des principes traditionnels. Pendant la journée, les élèves peuvent porter des chemises à col ouvert, des tricot et des « blues-jeans ». La tenue du soir est plus habillée et comporte la cravate.

Dix postes, 450 demandes.

Combien de temps ce collège atlantique du Pays de Galles restera-t-il le seul de son espèce ? Il est bien difficile de le dire. Il ne doit être en fait que le premier de plusieurs pensionnats internationaux, et d'autres pays, notamment les Etats-Unis et l'Allemagne, ont déjà laissé entendre qu'ils désiraient créer des établissements analogues. Ce type de collège ne devrait pas rencontrer de difficultés en ce qui concerne le recrutement du personnel enseignant, si toutefois Saint-Donat peut servir de cri-tère.

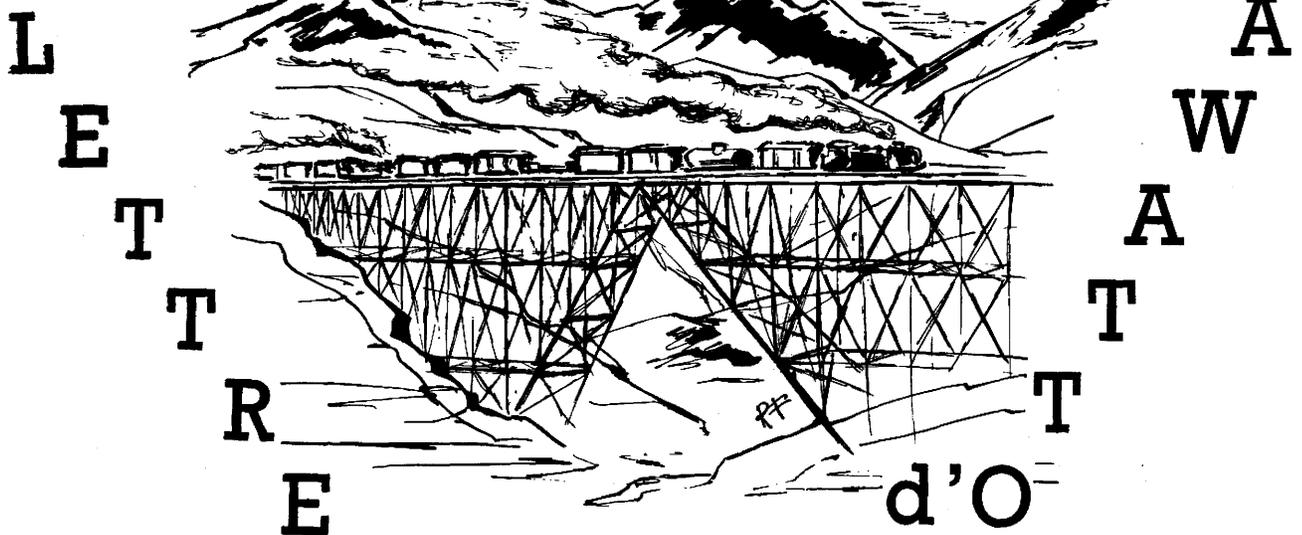
Il semble plutôt que la seule difficulté sera celle du choix. Au début de l'année Saint-Donat offrit dix postes de professeur et reçut 450 demandes. Finalement le rapport numérique entre les professeurs et les élèves sera d'environ 1 pour 12, car le Collège entend conserver les avantages traditionnels d'un pensionnat encourageant l'étude personnelle, le travail surveillé ainsi que des relations étroites entre maîtres et élèves.

Sans doute l'intérêt que présente l'enseignement des classes de première explique-t-il en grande partie ce succès auprès des professeurs. Mais il y a plus. Tous ont le sentiment de participer à la mise en route d'un projet qui peut révolutionner l'enseignement de fond en comble. Sir Lawrence Darvall déclarait au Collège de Défense de l'OTAN : « Si nous pouvons déposer le germe de nouvelles allégeances chez les hommes d'âge mûr, à plus forte raison nous serait-il facile de les implanter dans la jeunesse de la Communauté Atlantique. En faisant vivre ensemble, dans des Collèges, les jeunes de nationalités diverses, n'en ferions-nous pas des membres d'une communauté autonome qui serait en droit d'exiger d'eux les plus grands efforts ? ».

Telle fut son idée. Saint-Donat en est l'expression concrète.

John S. HODDER.

Collège Saint-Donat



IL y a longtemps que ceux qui étudient le comportement humain ont observé chez les hommes une tendance générale, quoique regrettable, à écarter l'étude des problèmes sérieux avant d'avoir atteint l'âge mûr et de se trouver alors dans la position de ne pas pouvoir les ignorer plus longtemps.

Il est évident que depuis deux ans le Royaume-Uni se dirige de façon déterminée et peut-être irrévocable vers une participation au Marché commun européen. Les ministres et les parlementaires canadiens ont suivi l'évolution régulière de cette tendance avec une inquiétude nuancée. C'est toutefois depuis la dernière conférence des premiers ministres du Commonwealth que le public canadien, comprenant enfin l'importance et le caractère inéluctable de ce changement, commence à s'intéresser vivement à ses conséquences pratiques pour le pays.

Liens mystérieux et fructueux.

De l'avis général, celles-ci seront sans doute importantes. Il est assez difficile de définir de façon précise les liens du Commonwealth dont les origines sont profondément enracinées dans l'histoire, la tradition, les coutumes et les anciennes allégeances. Néanmoins, il ne faut pas oublier que cette association traditionnelle a exercé une profonde influence sur l'évolution de la politique étrangère, militaire et commerciale du Canada. Ces liens mystérieux ont notamment contribué au progrès et à la stabilité économique du pays. Il semble peu probable que, sans eux, il eût été possible de maintenir une indépendance politique. Il est regrettable que cette douloureuse réévaluation de la position du Canada, dans le monde occidental en général et dans le Commonwealth en particulier, intervienne dans la conjoncture actuelle.

Le Gouvernement conservateur, issu des élections de juin dernier et dirigé par M. Diefenbaker, pourrait être renversé dès que les trois partis de l'opposition estimeront souhaitable et possible de faire cause commune contre lui. L'instabilité

politique actuelle du Canada a affaibli indéniablement la position de la délégation canadienne à la Conférence du Commonwealth de septembre. Elle a également contribué à faire de la question de la participation britannique au Marché commun un sujet de vives controverses politiques et non de discussions calmes et raisonnables comme l'exigerait un événement de cette importance.

Les raisons qui incitent le Royaume-Uni à participer au Marché commun sont bien connues et parfaitement comprises. Je pense, pour ma part, que la plupart des Canadiens préféreraient ne voir intervenir aucun changement. Mais ils reconnaissent qu'il s'agit là d'une décision que le Royaume-Uni doit prendre dans le contexte des intérêts britanniques. Une question cependant qui se fait jour de plus en plus ici au Canada est celle de savoir si le Commonwealth pourra survivre longtemps à l'entrée du Royaume-Uni au Marché commun, et dans l'affirmative, sous quelle forme ?

Il va de soi, et c'est d'ailleurs un sujet de vive inquiétude, que le marché britannique, le second par ordre d'importance pour l'économie canadienne, sera fermé, du moins partiellement, aux importations canadiennes lorsque le Royaume-Uni entrera au Marché commun. L'enjeu est ici celui de l'emploi pour un bon nombre de travailleurs canadiens à un moment où l'économie nationale ne suit pas une courbe ascendante. Pour le Canada, ce changement entraînera une désorganisation économique. C'est pourquoi dans son souci d'atténuer au maximum cet effet, le Canada demande instamment que les conditions d'entrée réservent la plus large protection possible aux intérêts commerciaux des associés du Commonwealth britannique.

On espère surtout qu'une période de transition assez longue laissera au Canada et aux autres pays du Commonwealth le temps de trouver de nouveaux marchés pour écouler l'excédent de leur production, tout en leur permettant de s'habituer aux conditions nouvelles du marché britannique et de rechercher peut être des occasions

d'échanges commerciaux au sein du Marché commun élargi. Il y a en outre l'espoir qu'à longue échéance pourront intervenir des accords commerciaux internationaux susceptibles de faciliter l'écoulement de la production excédentaire. On peut également signaler la proposition de M. Diefenbaker tendant à la création d'un plus vaste Marché commun « du monde libre ».

Mais toutes ces considérations comportent une grande part d'incertitude et c'est avec les plus vives réticences que bon nombre de Canadiens envisagent ce saut dans l'inconnu à partir de leur position protégée au sein de l'association commerciale du Commonwealth sous sa forme actuelle. Bien que les positions du Canada dans le Commonwealth et au sein de l'Alliance Atlantique ne soient pas sans rapport, on n'a observé aucune tendance à considérer les modifications imminentes du premier sous forme de changements possibles concernant la seconde.

Demeurer dans l'OTAN.

Lors de son séjour à Londres pour la récente Conférence du Commonwealth, M. Diefenbaker a involontairement contribué à susciter certains malentendus en se demandant à haute voix et de façon quelque peu inconsidérée si « l'Amérique du Nord ne serait pas moins tenue de défendre l'Europe dans le cas d'une participation du Royaume-Uni au Marché commun ». Cette réflexion fut interprétée par certains observateurs comme une menace canadienne de quitter l'OTAN si le Royaume-Uni entrait au Marché commun. Cela est très éloigné de la réalité politique. En effet sur les quatre partis représentés à la Chambre des Communes du Canada, un seul, celui des « Nouveaux Démocrates », qui ne comprend que 18 membres sur un total de 265 parlementaires, préconise le retrait de l'OTAN.

L'attitude des grands partis et, en fait, du public en général, ne laisse pratiquement aucun doute sur le maintien de la participation du Canada à l'Alliance Atlantique tant que la nécessité de cette alliance s'imposera. Le discours du Trône, prononcé par le Gouverneur Général à la séance d'ouverture de la session parlementaire le mois dernier, a déclaré notamment : « Tant que les puissances communistes se livreront à des actes qui suscitent la tension et la méfiance, les forces défensives du Canada devront être maintenues à la fois sur le territoire national, aux frontières européennes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et dans l'Atlantique ». La remarque forfuite de M. Diefenbaker doit donc être comprise dans le contexte des circonstances qui la suscitèrent.

Les autorités canadiennes reconnaissent que si la Grande-Bretagne entre au Marché com-

mun européen, l'Europe occidentale en deviendra plus forte et plus étroitement intégrée. Ceci est naturellement sans aucun rapport avec l'inquiétude ressentie quant aux effets immédiats de cette mesure sur le commerce canadien. Si des négociations actuellement en cours sort une Europe occidentale plus forte, il se peut que le Canada entretienne l'espoir de pouvoir réduire ses engagements militaires directs en Europe dans le cadre de l'OTAN, mais ce serait uniquement au cas où le développement politique et militaire des puissances européennes occidentales le permettrait.

On a estimé que le coût du maintien en Europe occidental d'environ 10.000 militaires canadiens des forces terrestres et aériennes s'élève à près de 30 millions de dollars canadiens. Les Etats-Unis sont également impressionnés par le coût élevé de leurs forces en Europe occidentale. C'est sans doute cette constatation qui a conduit M. Diefenbaker à s'exprimer dans les termes rapportés, en songeant plutôt aux engagements de l'Amérique du Nord qu'à ceux du Canada concernant la Défense en Europe. Mais il ne s'agit là que d'une perspective à long ou moyen terme.

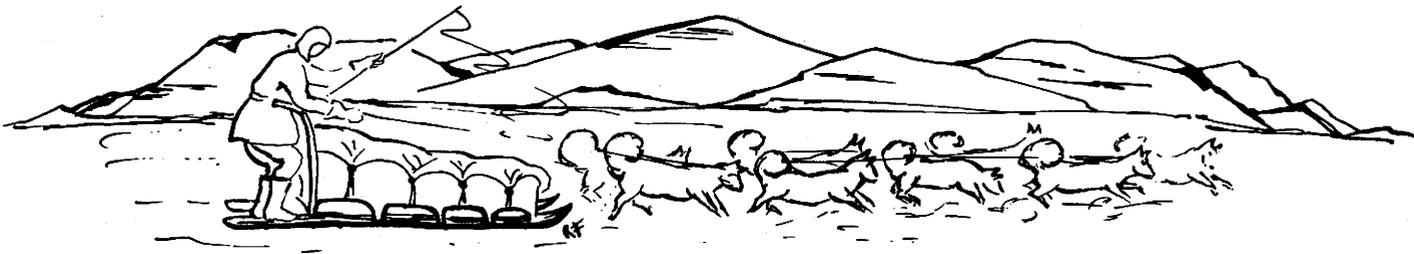
Dans le cadre des efforts du gouvernement canadien pour tenter d'établir un budget équilibré, tous les problèmes de dépense gouvernementaux ont fait l'objet d'un nouvel examen critique. Le programme de défense du Canada a subi des coupures, comme d'ailleurs sa contrepartie dans le domaine civil. Dans l'ensemble, toutefois, cette opération, s'est traduite par un ajournement d'achats d'armes ou d'autres matériels nouveaux. Les effectifs de Défense du Canada, tout en étant maintenus à leur niveau actuel, ne doivent pas être réduits, ni dans le pays ni à l'étranger.

Les frais d'entretien des forces canadiennes en Europe, bien qu'évalués en dollars canadiens, sont en fait payés en dollars des Etats-Unis, ce qui a fortement contribué au déficit de notre balance des paiements. Il est à peu près certain que le gouvernement cherchera à obtenir des accords, grâce auxquels la totalité ou une partie de ces frais serait couvert par des exportations canadiennes supplémentaires de blé, de métaux communs ou d'autres produits. Les Etats-Unis ont déjà ouvert la voie dans ce domaine.

Mais que ces arrangements d'un ordre ou d'un autre puissent intervenir au cours des années à venir, il n'en reste pas moins vrai que la participation entière du Canada à l'OTAN en qualité de membre de cette Alliance est à la base même des politiques étrangère et de défense du Canada.

ARTHUR M. BLAKELY.

Ottawa



ASSOCIATION du TRAITÉ de L'ATLANTIQUE

« Le monde que nous voulons construire s'étend de Berlin à San Francisco. Le monde dont certains rêvent peut-être, et qui s'étendrait de Brest à l'Oural, est un monde que nous rejetons, car ce serait un monde communiste. » C'est en ces termes que le Général Valluy s'est exprimé devant l'Association du Traité de l'Atlantique qui, du 21 au 28 septembre, tint à Copenhague, au Château de Christiansborg, sa huitième Assemblée générale annuelle. Elle avait réuni les délégués des quinze comités nationaux de l'ATA, les fonctionnaires de l'Association, des observateurs et orateurs du Secrétariat International de l'OTAN, des représentants de l'OCDE, de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN et de la Communauté Economique Européenne.

L'ATA ayant été créée essentiellement pour informer le public de tout ce qui concerne l'OTAN, le Général Valluy, Secrétaire Général de l'Association, a souligné que l'action à exercer sur l'opinion publique, pour qu'elle choisisse entre les deux mondes en présence, revêt une importance sans cesse croissante. L'Europe doit se faire et doit prendre rapidement sa forme et son importance définitives si l'on veut barrer la route au neutralisme et donner un démenti à ceux qui entretiennent l'idée d'une Europe « Troisième Force » entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS.

M. Dirk Stikker, Secrétaire Général de l'OTAN a formulé une mise en garde analogue sur la même question en ajoutant : « La Défense du monde libre est indivisible. Nos libertés et nos vies mêmes exigent pour subsister l'association la plus étroite entre les membres de l'Alliance qui demeurent sur ses rives occidentales ».

M. W. Randolph Burgess, Président de l'A.T.A., insista encore dans le même sens, car a-t-il dit, « les commentaires de la presse et de la radio sur l'OTAN jettent régulièrement un froid terrible et laissent une impression décourageante ». Il demanda cependant à l'auditoire de faire l'inventaire de quelques progrès spectaculaires réalisés par la communauté atlantique pendant la seule année passée : l'extension du Marché commun au-delà des frontières des six, le projet de loi commercial des Etats-Unis comportant des mesures générales tendant à donner aux termes des échanges un caractère plus libéral et enfin la « Déclaration d'interdépendance » (1) du Président Kennedy — tout compte fait, un bilan positif non négligeable.

Le Général Valluy a rendu compte à l'Assemblée des activités de l'année passée et a exposé succinctement les plans envisagés pour l'avenir. Il fut décidé que la prochaine Assemblée Générale se tiendrait à Istanbul en septembre 1963 et que le thème des discussions serait soit « La rivalité entre Pékin et Moscou », soit, « L'OTAN et la guerre psychologique ». Nous reproduisons en page 25 des extraits du discours prononcé à Copenhague par M. Mc George Bundy, Attaché spécial du Président Kennedy pour la Sécurité Nationale.

(1) Voir Nouvelles de l'OTAN, septembre 1962, page 25.

A l'issue de la réunion, l'Association rédigea une Déclaration Finale dont voici les points principaux :

I

Convaincue de la grande importance que présente dans tous les domaines pour le monde atlantique le développement de l'intégration économique européenne et en particulier l'influence qu'elle peut exercer sur l'évolution également économique des autres parties du monde libre, l'Assemblée Générale espère fermement :

- a) que les négociations actuellement engagées par plusieurs pays européens avec la C.E.E. aboutissent à un résultat favorable et contribuent, dans le respect des dispositions essentielles du Traité de Rome, à accroître la cohésion économique de l'OTAN ainsi que sa puissance militaire.
- b) que l'adoption par le congrès américain d'une nouvelle législation sur la libération du commerce conduise aussi rapidement que possible à l'ouverture de négociations tarifaires entre les Etats-Unis et les pays de l'Europe de l'Ouest.
- c) que ces négociations aboutissent pour le plus grand nombre de produits possibles à la réduction par étapes des droits de douane entre les U.S. et l'Europe et qu'ainsi ces réductions dépassant le cadre du monde atlantique, s'étendent pleinement, par le mécanisme du G.A.T.T., à tous les membres de cette organisation.
- d) qu'une politique concertée soit élaborée et poursuivie par les pays de l'Atlantique Nord sur tous les plans notamment sur celui d'encouragements économiques croissants à procurer à l'Afrique, à l'Amérique latine et en général à tous les pays en voie de développement.

La coopération économique atlantique sera facilitée par une union politique européenne créée aussitôt que possible et fondée sur des principes démocratiques. Ultérieurement un « partnership » pourrait être établi de telle manière que les décisions seraient prises et exécutées, à l'intérieur de la même famille, par des partenaires égaux.

II

L'Assemblée a pris à son compte la résolution suivante unanimement adoptée par la Convention Atlantique des nations de l'OTAN en janvier 1962 et a suggéré que les gouvernements de l'OTAN procèdent sans délai à son exécution : « La Convention recommande que les gouvernements de l'OTAN constituent aussi rapidement que possible une Commission Gouvernementale spéciale chargée d'élaborer dans un délai de deux ans, des plans en vue de la création d'une véritable Communauté Atlantique organisée de telle sorte qu'elle puisse relever les défis politique, militaire et économique de notre époque. Cette Commission devrait étudier l'organisation de la future Communauté Atlantique à la lumière des recommandations générales de la Convention et être en mesure de proposer des réformes et des simplifications aussi bien dans le domaine des institutions présentes que dans celui des institutions envisagées pour l'avenir ».



PLEINS FEUX

sur

L'OTAN

Le Roi de Norvège à l'OTAN

Lors de la visite officielle qu'il a faite à Paris, le mois dernier, Sa Majesté le Roi Olaf V de Norvège a passé quelques heures au siège de l'OTAN, porte Dauphine, où il a été accueilli par le secrétaire général par intérim, M. Colonna di Paliano, et par M. Gregh, secrétaire général délégué. Après s'être fait présenter les représentants permanents, Sa Majesté a assisté à une réunion spéciale du Conseil de l'OTAN.

Le Roi a commencé sa brève allocution par un paradoxe : « L'OTAN a été créée dans le dessein essentiel de ne jamais servir. » Il ajouta qu'il n'était pas toujours facile de préserver sa liberté et son indépendance, tout en maintenant la paix dans le monde : « Je pense et espère, a-t-il ajouté, que l'Organisation sera capable de réaliser ce noble idéal. » Avant de repartir, le Roi a pris le temps de visiter la délégation de la Norvège auprès de l'OTAN.



Le Roi Olaf V de Norvège à son arrivée au Siège de l'OTAN, avec le Secrétaire Général intérimaire, M. Colonna di Paliano.

(Photo OTAN par Dominique Berretty)

★ ★ ★

Nouveau Représentant Permanent de la Grèce

M. Christian X. Palamas succède à M. Michel Melas comme représentant permanent de la Grèce

auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. M. Melas, qui vient d'être nommé ambassadeur à la Cour de St-James, occupait ce poste depuis six ans. Son remplaçant, né en 1902, est entré au ministère des Affaires étrangères à l'âge de 27 ans. En 1948, il fut promu conseiller et, trois ans plus tard, il était nommé à l'ambassade de Grèce à Paris. Après un an de séjour dans la capitale de la France, M. Palamas est rentré en Grèce comme directeur de la section économique du ministère des Affaires étrangères.

Grand-Croix de l'Ordre du Phoenix et titulaire de nombreuses autres décorations, M. Palamas est devenu ministre plénipotentiaire en 1956. De 1954 à 1960, il a été représentant permanent de la Grèce auprès des Nations Unies ; à son retour des Etats-Unis, il a été nommé directeur général au ministère des Affaires étrangères. M. Melas, né la même année que son successeur, est diplômé de l'Ecole des sciences politiques et de la Faculté de droit de l'Université de Paris. Avant d'être nommé dans cette ville, en 1956, il était ambassadeur en Egypte.

★ ★ ★

Nouveau Président du Conseil de l'Atlantique Nord

Le Comte of Home, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, assume cette année la présidence du Conseil de l'Atlantique Nord. Selon l'usage, celle-ci est dévolue pour un an à chaque pays membre à tour de rôle, dans l'ordre alphabétique de la langue anglaise. Le précédent président du Conseil était M. Feridun Cemal Erkin, ministre des Affaires étrangères de la Turquie.

★ ★ ★

Nouveau Représentant Permanent de l'Allemagne

C'est le Dr Wilhelm Grewe — ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Washington depuis 1958 — qui succède, comme représentant permanent de ce pays auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, au Dr M.G. von Walther qui vient d'être nommé ambassadeur en Turquie après avoir été en fonction pendant trois ans et demi auprès de l'OTAN.

Le Dr Grewe, né en 1911, a fait de brillantes études de droits aux universités de Berlin et de Goettingue avant de devenir chef de la délégation allemande à la conférence sur la fin du statut d'occupation en Allemagne. Il a ensuite été directeur du département de la Justice et, jusqu'à sa dernière nomination, directeur du département politique, au ministère des Affaires étrangères.

Nouveau Commandant Suprême Adjoint des Forces alliées de l'Atlantique

C'est le vice-amiral R.M. Smeeton, de la marine britannique, qui succède à Sir Charles Evans, également de la « Royal Navy », comme Commandant Suprême Adjoint des Forces alliées de l'Atlantique. La passation des pouvoirs a donné lieu à une brève cérémonie au quartier général du SACLANT, à Norfolk, Virginie. Sir Charles, Commandeur de l'Ordre du Bain, compte prendre sa retraite à son retour en Angleterre.

En souhaitant la bienvenue à son nouvel adjoint, l'amiral Dennison, SACLANT, a déclaré : « C'est avec un profond regret que je dis adieu à l'amiral Sir Charles Evans, qui s'est montré un ami précieux et un officier hautement qualifié, dont la compétence professionnelle et le jugement ont considérablement contribué à l'efficacité de mon quartier général. » C'est la seconde fois que le vice-amiral Smeeton succède à Sir Charles : il y a deux ans, il l'avait remplacé au commandement des porte-avions de la Royal Navy.

Le nouveau commandant suprême adjoint a commencé sa carrière navale il y a trente-six ans, à l'âge de 13 ans, à bord de H.M.S. Eagle. Pendant la guerre, après avoir commandé le 800^e escadron sur H.M.S. Ark Royal, il a été nommé attaché naval adjoint (Air) à Washington et, puis observateur britannique d'aéronavale auprès de la Flotte américaine du Pacifique. Avant d'être nommé, en 1960, au commandement des porte-avions, le vice-amiral Smeeton a occupé plusieurs postes en de nombreuses parties du monde ; il a, notamment, été directeur des plans à l'Amirauté britannique.

★ ★ ★

Nouveau chasseur à réaction

On espère que les pays de l'OTAN seront très bien-tôt en mesure d'annoncer qu'ils ont fixé leur choix sur un nouveau chasseur à réaction, d'intervention et de reconnaissance. Il y a tout juste deux ans que l'OTAN faisait connaître ses besoins aux industries de plusieurs pays alliés en les invitant à lui soumettre des avant-projets. A l'origine, onze modèles différents ont été présentés, dont chacun était capable de décoller et d'atterrir à la verticale et, par conséquent, d'opérer à partir de n'importe quel terrain ; deux seulement ont été retenus. Comme on pouvait s'y attendre, ces appareils représentent les deux conceptions actuelles de l'avion à décollage vertical. D'une

part, le chasseur à moteur unique, dont le moyen de propulsion puissant assure le mouvement à la fois vertical et horizontal, d'autre part, un modèle utilisant des moteurs séparés plus petits pour chaque mouvement. Ceux qui escomptaient à ce stade l'apparition d'un avion de l'OTAN à aile variable seront déçus.

L'évaluation définitive des plans présentés, qui a eu lieu sous la direction de la Section Aviation, a demandé plusieurs mois à environ 150 experts militaires et civils. Les réunions se sont souvent poursuivies jusqu'au petit matin. Il en sera de même ce mois-ci quand des groupes d'évaluation compareront les cinq modèles restant en présence pour répondre aux spécifications d'un avion de transport de l'OTAN à rayon d'action moyen et à décollage et atterrissage à la verticale ou sur une courte distance. Vingt-cinq modèles ont été présentés par le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

★ ★ ★

Exercice FALL TRAP

Les agriculteurs de la Grèce du Nord ont cessé le travail pendant plusieurs minutes le mois dernier pour regarder quelque deux mille parachutistes britanniques tombés du ciel, rapidement suivis par des jeeps, des voitures blindées, des fusils sans recul, des engins balistiques automoteurs, des mortiers et des camions. C'est la plus vaste opération de cette sorte effectuée par l'Armée britannique depuis Arnhem. Ce lancer mettait un terme spectaculaire à l'exercice de l'OTAN « FALL TRAP » destiné à éprouver la résistance des forces alliées qui défendent le flanc sud de l'Alliance, particulièrement vulnérable en raison de la proximité des pays du Rideau de fer.

La 16^e Brigade de parachutistes, une des meilleures au monde, a été rejointe plus tard par des brigades grecques et turques qui avaient été lancées sur la plage, près de l'estuaire de la Struoma. Cette force combinée s'est alors portée vers le Nord au devant d'une attaque ennemie figurée.

Au début des manœuvres — qui ont duré quatre jours — deux mille « marines » américains avaient été débarqués par une « Task Force » de la 6^e Flotte des Etats-Unis avec pour mission de préparer le terrain pour les débarquements hellénique et turque. Les observateurs de l'exercice FALL TRAP ont surtout été frappés, en dehors des côtés purement militaires de l'exercice, par le degré élevé de collaboration entre les forces de la Grèce et de la Turquie.

LA PLUS RÉCENTE PUBLICATION DE L'OTAN

On peut se procurer dès maintenant une publication entièrement nouvelle ; « L'OTAN — Documentation sur l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ». Ce livre qui vient de paraître en français et en anglais, constitue l'un des ouvrages de référence les plus complets concernant l'Alliance. Il comporte 21 annexes (textes officiels d'accords, de communiqués, etc.) qui présentent un intérêt tout particulier pour les spécialistes des questions politiques.

On peut se procurer ce livre en envoyant un mandat international de deux dollars (ou l'équivalent en monnaie du pays) à l'adresse suivante : Service d'Information de l'OTAN, Porte Dauphine, Paris-XVI, France. Les résidents des divers pays ci-après pourront envoyer en paiement un CHEQUE ORDINAIRE établi dans leur monnaie nationale : Belgique F.B. 107 ; Canada \$ 2,30 ; France NF 10 ; République Fédérale d'Allemagne D.M. 8,50 ; Luxembourg F.L. 107 ; Portugal Esc. 61 ; Royaume-Uni 16/- et Etats-Unis \$ 2,15.



LA VILLE A SOIF

Tout le monde sait où se trouve Kharkov : ce n'est ni au Sahara, ni en Asie centrale. Néanmoins, la question de l'approvisionnement en eau est l'un des problèmes les plus graves que connaisse cette ville. Le régime soviétique a beaucoup de réalisations à son actif : au cours des années écoulées, de nouveaux puits artésiens et de nouveaux réservoirs ont été mis en service et, en 1938, grâce à la construction de l'aqueduc du Donetz, il a été possible de porter la ration d'eau quotidienne à 126 litres par tête. Mais la ville se développe rapidement et le problème de l'adduction d'eau se pose à nouveau.

Tous ceux qui ont emménagé dans les nouvelles résidences du Champ Pavlov, (nouveau quartier de Kharkov) espéraient qu'il y aurait assez d'eau ; de fait, leurs espoirs se sont réalisés du moins en partie : il y a de l'eau en abondance, mais celle-ci possède des qualités insolites : quand elle est bouillie, elle devient d'abord noire, puis rouge. Les ménagères ont essayé de rincer leur vaisselle plusieurs fois par jour, mais chaque fois tout était à recommencer : une fois bouillie, l'eau tournait au noir, puis au rouge.

Attendre, attendre...

Après beaucoup de recherches au siège de la Compagnie des eaux de Kharkov, nous avons réussi à découvrir un document portant les signatures de ceux qui avaient autorisé l'utilisation de cette eau ; ce document, daté du 26 novembre 1960, est signé par S. Khoutz, médecin-chef de la station sanitaire et épidémiologique de la ville ; B. Ouspenski, ingénieur en chef de la Compagnie des Eaux ; A. Mochtschensky, directeur des services sanitaires de la Compagnie des Eaux, et A. Magerya, ingénieur en chef des canalisations artésiennes. Par leur faute, des dizaines de milliers de Kharkovites sont obligés d'aller chercher de l'eau dans des seaux et parfois de parcourir jusqu'à un kilomètre et demi.

« Nous pensions que l'installation de déferrugination serait en état de fonctionner », a-t-on dit, à la Compagnie des Eaux, mais l'installation ne fonctionne pas. Sa mise en service était prévue pour le 1^{er} juillet 1961, et cette date a ensuite été reculée trois fois. Personne, à Kharkov, ne sait exactement quand elle sera finalement en état de fonctionner. En attendant, la longue file de personnes armées de seaux, de bidons et de bouteilles se déroule sans interruption jusqu'au ravin de Sargine, où il y a une source d'eau potable.

Patanger dans la boue

Détail curieux, il y a au Champ Pavlov une source d'eau minérale d'une qualité admirable et d'un débit important (Kharkov n° 1) qu'on laisse inconsidérément se déverser dans le Lopan. Si cette eau était captée, tout le quartier résidentiel du Champ Pavlov serait alimenté en eau excellente. Toutefois, rien n'a encore été fait en ce sens. On n'a même pas songé à paver la route qui mène à la source et à l'automne et

au printemps, des milliers de personnes allant chercher de l'eau sont forcées de patauger dans la boue et d'abîmer leurs chaussures.

La construction du barrage-réservoir de Pechenegi résoudra le problème : il aura une capacité de 400 millions de mètres cubes et une superficie de 9.500 hectares ; il aura trois kilomètres de large et des dizaines de kilomètres de long, reliant Pechenegi à Voltchansk. Le barrage de Pechenegi est à peu près terminé ; près de 2 millions de mètres cubes de terre et 80.000 mètres cubes de béton et de béton armé y ont été mis en œuvre. Les constructeurs se préparent à obstruer le fleuve et le réservoir devrait recevoir les eaux du printemps 1963. C'est ici que commencent les « mais » :

Date non respectée

Le réservoir et autres ouvrages à priorité élevée sont censés être terminés pour 1963 ; mais cette date est déjà compromise : les travaux de préparation du bassin pour la mise en eau sont trop lents. La date limite fixée pour le transfert des villages riverains (1961) n'a pas été respectée. Le 1^{er} juillet 1962, 240 fermes seulement, sur 975, avaient été déménagées. Sur 120 kolkhozes, 14 seulement avaient été déplacés et pas un seul au cours des cinq premiers mois de 1962. Le déboisement de la superficie du réservoir naturel n'était pas commencé.

Selon toutes les apparences, l'adjudicataire général des travaux — l'Entreprise spécialisée de Construction et d'Installation de la région Sud (Directeur : A. Bliznyouk) — vise comme date limite non pas 1963 mais 1964 ; la construction des installations d'eau potable et de purification avance à une lenteur de tortue et le travail est de mauvaise qualité par dessus le marché. La Compagnie a distribué l'eau à travers 7,5 kilomètres de canalisations dont les soudures étaient défectueuses : 32 fuites se sont déclarées dans un seul tronçon.

Patience jusqu'en 1964

Les futurs responsables de l'exploitation du réservoir sont inquiets. Yakov Ilyich Petrenko, Directeur de l'aqueduc du Donetz-Nord, a déclaré notamment : « Les habitants et l'industrie de Kharkov ont un besoin urgent d'eau à des fins domestiques et industrielles. Tenant compte de ce fait, le Gouvernement a affecté des ressources importantes à la construction du barrage de Pechenegi et de la nouvelle canalisation d'alimentation de la Résidence Kochetok. Toutefois, à en juger par la cadence actuelle des travaux, on ne saurait attendre l'achèvement de la construction ni la mise en service de la nouvelle canalisation avant 1964.

« Il serait pourtant possible d'améliorer l'approvisionnement en eau de la ville plus tôt (sans attendre l'achèvement de cette construction). L'eau pourrait être amenée à Kharkov et dans la région de Losevo par le pipe-line en cours de construction pour le compte des stations de l'actuel aqueduc du Donetz-Nord. Cette solution avait pourtant été approuvée ; pour cela, les constructeurs auraient dû avoir posé dix kilomètres de pipe-line dès 1961. Malheureusement, l'entreprise chargée des travaux n'a pas respecté ce délai. A l'heure actuelle, 7,5 kilomètres seulement de pipe-line ont été essayés (et la construction a en outre été menée en violation grossière des principes techniques essentiels). Nul ne sait quand les 7,5 kilomètres restants sur les 15 kilomètres qui étaient censés être mis en service en 1962 seront remplis ».

L'inquiétude des personnes appelées à exploiter le réservoir est légitime : la Compagnie spécialisée de Construction et d'Installation de la région Sud travaille lentement et mal. L'intervention du Comité du Parti de la province de Kharkov est nécessaire pour que les constructeurs accélèrent et améliorent les travaux. Les Kharkovites attendent impatiemment l'eau en abondance. La ville a soif.

N. ALEXANDROV et A. SINITCHENKO
dans Pravda Ukrainy.



Nos
Lecteurs
Ecrivent
nous

LA POLITIQUE NUCLEAIRE DU ROYAUME-UNI

Il est en vérité bien étrange de voir, dans les **Nouvelles de l'OTAN**, un officier retraité de la Royal Air Force préconiser pour la Grande-Bretagne une politique nucléaire qui est ni plus ni moins un désarmement nucléaire unilatéral.

Puis-je vous donner ici l'assurance, à vous-même comme à tous nos Alliés de l'OTAN, que les opinions émises par le Group Captain Fulljames dans votre numéro de septembre ne représentent pas celles des officiers retraités et qu'il est peu probable que la politique qu'il préconise soit adoptée ?

Au contraire, la plupart des Britanniques sont fiers de leur Royal Air Force Bomber Command, et sont convaincus que ses Victors, ses Vulcans et leurs équipages sont les meilleurs du monde et constituent une contribution indispensable à la force occidentale de dissuasion.

C.J.C. PAUL
Air Commodore R.A.F. (R)
Secrétaire Général, « The Air League »
142 Sloane Street, London, S.W.1
(Grande-Bretagne).

Je viens de lire la lettre du Group Captain Fulljames dans votre dernier numéro, et je désire vous faire savoir que j'approuve sa suggestion aux termes de laquelle les propositions américaines à la Commission du Désarmement devraient être soutenues par le Royaume-Uni.

Je ne suis pas sûr toutefois qu'il ait raison de déclarer que « ce plan qui prévoit un désarmement en trois stades, sous le contrôle du Conseil de Sécurité, ne pourra être imposé que grâce à une organisation internationale du désarmement et à une armée de la paix d'importance croissante placée sous l'égide de l'ONU ». La seule mission du Conseil de Sécurité qui soit envisagée consiste en l'approbation des trois stades en cause.

Les perspectives d'un accord sur le désarmement me semblent plutôt incertaines à moins qu'un accord n'intervienne également sur la méthode à adopter pour régler les différends. Aux termes de l'article 33 de la Charte, les Etats membres sont tenus sur l'honneur de régler ces différends de façon pacifique, mais bien que l'on puisse s'adresser à la Cour internationale de justice pour le règlement de différends juridiques, il n'existe aucun moyen reconnu de régler les différends politiques qui sont la cause des tensions actuelles.

La Commission juridique internationale a proposé des règles de procédure d'arbitrage, mais aucun pays ne les a encore acceptées. Le Gouvernement britannique devrait le faire et montrer ainsi au monde la route à suivre.

Les pays devront régler les différends conformément aux engagements qu'ils ont pris dans la Charte, faute de quoi il n'y aura guère d'espoir à garder pour qui que ce soit d'entre nous.

H. COLLINS,
38 Brookvale Road,
Southampton (Grande-Bretagne).

DEVOILER LES METHODES SOVIETIQUES

Je désire avant tout vous féliciter pour les articles extrêmement intéressants qui sont publiés dans les **Nouvelles de l'OTAN**. Un périodique de ce genre est particulièrement utile car il aborde et discute ouvertement les problèmes atlantiques ; il donne également des informations sur la partie du monde contrôlée par les communistes et il expose les idées et les tendances agressives du Kremlin. Il serait peut-être bon de traiter davantage des méthodes employées par les Soviétiques, plus exactement dans leurs efforts pour miner et détruire l'Alliance, car cela apporterait du moins une modeste contribution au renforcement de l'Alliance. Les **Nouvelles de l'OTAN**, dont le titre anglais pourrait être « NATO Reporter », devrait avoir une plus vaste distribution afin que les questions propres à l'OTAN soient expliquées au plus grand nombre possible de citoyens de part et d'autre de l'Atlantique.

J'espère avoir pu dans ces quelques lignes vous exprimer toute ma considération.

HORST FLINTHE
2051 Börnsen Bahnstr.
(Allemagne).

LE TITRE DE LA REVUE

Comme suite à la suggestion faite par Mme Lisbeth Lewis dans votre numéro de septembre, ainsi qu'à votre demande, je propose que le titre de votre publication devienne « Revue de l'OTAN » ou « OTAN, Revue mensuelle ».

FERNAND EHRSAM
2, rue Nicolas-Charlet,
Paris-15^e (France).

Je désire proposer un nouveau titre pour les **Nouvelles de l'OTAN**. A mon avis, il serait préférable de l'appeler « Courrier de l'OTAN », « Journal de l'OTAN », ou encore « OTAN, Publication de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ».

HERBERT GV. GREWELING,
Wilhelmstrasse 27
44 Munster (West)
(Allemagne).

Un changement du titre des **Nouvelles de l'OTAN** ne serait pas heureux. En tant qu'éditeur j'ai appris, comme vous sans doute, que c'est toujours une erreur de changer de titre. Il me semble que celui que vous avez correspond parfaitement au contenu de votre publication. Pourquoi le modifier ?

MAGNUS ANGSTER
Elvirastrasse 4
Munich (Allemagne).



LIVRES

« PERSONAL FREEDOM IN THE MARXIST-LENINIST COUNTRIES »

Compte rendu de conférence — 16 juin 1962
(33 pages, 5 shillings. En vente à : AMNESTY, 1 Mitre
Court Buildings, Temple, Londres, E.C.4)

C'est l'attitude adoptée à l'égard de la liberté individuelle qui, plus que tout autre chose, distingue la vie dans les pays communistes de celle que mène l'ensemble des pays du monde occidental. Cette brochure devrait fort opportunément servir à rappeler qu'un accord sur le désarmement nucléaire ne suffit pas tout à fait pour permettre à l'Est et à l'Ouest de vivre confortablement sur les bases d'une concurrence pacifique. Tant que le but poursuivi par les Communistes demeurera le triomphe de leur idéologie sur l'ensemble du globe, leur attitude vis-à-vis de la liberté des individus reste un sujet de préoccupation aussi grand que leur façon d'envisager le désarmement.

La brochure est le compte rendu d'une conférence organisée par AMNESTY, mouvement formé librement, que le Président de la conférence, M. Elwyn Jones, Q. C., M. P., décrit comme « tendant à jeter un pont au-dessus des frontières, des idéologies et croyances diverses ». Le Président du Comité d'Orientation d'AMNESTY, M. Elvin, définit AMNESTY comme « un mouvement cherchant à promouvoir la liberté d'expression et tourné vers ces êtres humains, hommes et femmes, que l'on persécute parce que leurs idées vont à l'encontre de celles de leur gouvernement ». Il souligna que les membres de ce mouvement ont des appartenances politiques et religieuses très diverses. Un idéal commun les a rassemblés — alerter l'opinion publique par des moyens excluant toute violence.

M. Elwyn Jones a rappelé aussi que des écrivains, des avocats, des diplomates de pays aussi divers que la Pologne, la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie, l'Allemagne de l'Est, la Russie et Cuba et bien d'autres encore, avaient été invités à assister à cette conférence mais ne s'y étaient pas rendus. Puis M. Elvin résuma sa pensée de façon plus précise par ces mots : « Nous devons, j'en suis convaincu, lutter contre la tentation de rester muets uniquement parce qu'il nous semble que notre comportement irrite ces gouvernements. Tant de gouvernements escomptent bien l'oubli du public à l'égard de ces hommes emprisonnés à cause de leurs croyances. Nos protestations seront vraisemblablement plus bénéfiques à ces victimes, en fin de compte, que le silence. »

Deux documents furent présentés aux membres de la conférence, l'un d'eux écrit par le Dr J. Keep, Maître de Conférence d'histoire russe (Université de Londres) intitulé « Freedom of Expression », et l'autre « Freedom and the Accused—Legal Rights in the Marxist-Leninist Countries ». Tous deux sont publiés intégralement dans la brochure d'AMNESTY. On y trouve aussi un résumé de l'exposé de D. Léonard Schapiro, professeur à l'Université de Londres d'histoire politique et gouvernementale russe et auteur d'une histoire du Parti Communiste (1) et des méthodes utilisées par ce dernier pour s'emparer du pouvoir et le conserver — ouvrage qui fit l'objet de nombreux éloges. En introduction, M. Schapiro fait l'apologie des sauvegardes essentielles que chaque société devrait insérer dans son système juridique et souligne qu'il faut admettre que les pays du Rideau de Fer sont nés d'un état de fait révolutionnaire. Il remarque « qu'au cours des premières années qui suivirent la création de ces régimes la Loi ne manquait pas d'être une entrave, gênant les bouleversements que le nouveau

gouvernement entendait opérer ». Les événements postérieurs, ajoute-t-il, amenèrent un relâchement de tension due aux changements révolutionnaires, mais, par contre, accrurent le risque d'une explosion populaire. Néanmoins il fait remarquer que les dénonciations injustes et malveillantes sont moins nombreuses que pendant la période qui précéda 1955. Il note aussi d'autres améliorations dans le système juridique communiste. Il met cependant le doigt sur le niveau médiocre du Barreau et remarque que c'est dans le domaine de la vigilance du public que la situation s'est le moins améliorée. Critiquant sévèrement la qualité des comptes rendus de jurisprudence dans la presse soviétique, il note que le choix des procès faisant l'objet de cette publication est arbitraire et n'obéit à aucune règle. Il signale aussi que les gens, hommes ou femmes, sont traduits en justice sur des témoignages insuffisants et que leur condamnation semble résulter d'une ligne de conduite adoptée par le gouvernement.

Le droit de critiquer

Il conclut par la remarque suivante : les pays marxistes insistent sur le droit qu'ils ont de critiquer le système juridique occidental, et ce, à juste titre ; mais dès lors que l'Ouest s'avise de critiquer ce qui se passe dans les cours de justice de l'Est, ils s'irritent de la plus légère attaque et insinuent qu'il s'agit là d'une manœuvre de guerre froide. Aussi haut et clair que s'élève le cri de Guerre Froide, l'auteur croit que la critique est une obligation d'autant plus réelle que le public russe se voit refuser ce droit.

L'étude du Dr Keep sur la Liberté d'Expression commence par rappeler la maxime suivante, énoncée par Friedrich Engels : « la liberté n'est que la prise de conscience de la nécessité », et il ajoute en commentaire que cette déclaration fait depuis longtemps partie de la doctrine officielle des pays communistes. Au fond il dit que ces gouvernements ne font absolument aucune place à la liberté individuelle, telle que la conçoit l'Occident, et que les libertés constitutionnelles accordées aux citoyens des pays communistes sont toutes fictives. Lorsqu'il aborde la question de la liberté de critiquer, il note que dans certains points du monde communiste des améliorations sont survenues ; il étudie les problèmes de la liberté de la presse, de l'opinion intellectuelle, du principe de l'esprit de parti en littérature et dans les arts, et de la recherche de la vérité en littérature. Il se penche aussi sur la question de la liberté de conscience et de mouvement.

L'étude consacrée à « Freedom and the Accused » débute par la remarque suivante : « Le concept occidental de la suprématie de la Loi est étranger à la philosophie Marxiste-Léniniste qui règne dans les pays soumis au régime communiste, car la loi marxiste-léniniste est dépourvue de force de contrainte universelle et n'est qu'un moyen placé entre les mains de la classe dirigeante afin d'assurer sa suprématie ». Puis, allant au cœur du problème, il souligne que la machine juridique d'un Etat Marxiste-Léniniste sert à traduire dans les faits la volonté du Parti, et en cela s'apparente fort à n'importe quel rouage de l'exécutif. Car la théorie léniniste rejette la notion de séparation des pouvoirs qu'elle qualifie de « bourgeoise ». Au contraire, l'autorité est rassemblée en un point unique qui fait sentir sa volonté grâce à tous les moyens administratifs dont elle dispose. Tous les juges, avocats, et autres hommes de loi sont des fonctionnaires de l'Etat et s'engagent à exécuter les lignes de conduite définies par le Parti communiste qui s'intitule lui-même le pionnier du peuple. Cette étude aborde tous les domaines de la « légalité socialiste » : crime et châtement, protection de l'Etat, procédure juridique, sans oublier les « cours de justice formées de camarades », le système judiciaire et la procédure.

En résumé, cette brochure est une étude très à jour de toutes les questions se rapportant à ces domaines et elle est d'un intérêt tout particulier en raison de la révision dont fait l'objet la peine de mort dans le système judiciaire communiste.

« FACTORS IN ECONOMIC DEVELOPMENT »

par A. K. Cairncross
(Allen and Unwin, Londres, 35 shillings)

Le Professeur Cairncross, auteur de ce livre important, est l'un des principaux économistes actuels du Royaume-Uni. Depuis la parution de ce livre, il a été

(1) « The Communist Party of the Soviet Union », publié par Eyre and Spottiswoode, Londres.

nommé Conseiller économique du Gouvernement britannique, et bien que ses écrits n'engagent que lui-même, le poste qu'il occupe actuellement donne évidemment un nouvel intérêt à ses vues personnelles. L'une des plus intéressantes entre autres concerne la planification. Le Professeur Cairncross fait d'ailleurs autorité dans ce domaine où il a acquis une expérience pratique considérable en temps de guerre et en temps de paix ; il a, en outre, analysé de façon très approfondie la planification de type soviétique. Par ailleurs l'étendue de son champ d'expérience lui permet de placer les bases rationnelles de la planification et les problèmes qu'elles impliquent dans une perspective générale dégagée de toute structure institutionnelle particulière.

Il est bien entendu que le Professeur Cairncross n'a aucune prévention contre les plans en tant que tels. En fait, à son avis, il va de soi qu'ils facilitent une bonne organisation et par là accroissent le rendement productif. A dire vrai, il ne s'étonne pas outre mesure de voir certains pays en arriver à adopter un plan centralisé comme base d'organisation de toute une économie. Mais il souligne à juste titre la nécessité d'avoir une vue précise des limites d'un plan. Prenons par exemple le problème du rendement administratif d'organisations vastes et complexes. Il est maintenant tout à fait admis qu'au fur et à mesure de son développement une entreprise tend à ajuster ses structures administratives de façon que son rendement ne soit pas affecté par son développement. Il y a certes quelque chose de juste dans cette idée, mais on doit toutefois se garder d'en tirer des conclusions hâtives ou trop généralisées. Si l'on pousse cet argument jusqu'à sa conclusion logique, il semblerait que le rendement ne soit pas nécessairement sacrifié lorsque toutes les entreprises sont prises en charge et gérées par l'Etat, comme c'est le cas dans les systèmes socialistes de type soviétique. Toutefois d'après les faits observés, au fur et à mesure que les économies du bloc soviétique croissent et atteignent leur maturité, en devenant ainsi plus diversifiées et plus complexes, elles souffrent toutes des effets nocifs d'un centralisme trop lourd. Comme nous le savons par expérience, elles ont toutes d'ailleurs tenté d'appliquer réformes sur réformes pour éliminer le malaise et jusqu'ici aucune d'elles ne semble avoir trouvé la bonne solution.

Les intérêts de la génération « vivante »

Le Professeur Cairncross fait observer très justement qu'on ne peut pas vraiment parler de rendement d'une production sans mentionner son objet essentiel. Toute production en effet se propose en fin de compte de satisfaire un besoin d'un ordre quelconque. Mais, pour citer une remarque judicieuse de l'auteur, on a parfois l'impression que dans les pays communistes, le gouvernement se considère comme une vaste société anonyme dont les actionnaires sont les membres de la génération future, et il semble qu'il y ait maintes preuves à l'appui de cette affirmation. On peut être à peu près certain que l'engin spatial de Gagarine est de meilleure qualité que ses chaussures. La question qui se pose à un régime qui a adopté une planification centralisée est celle de savoir comment sauvegarder raisonnablement les intérêts de la génération vivante. Par ailleurs, comment peut-on être sûr que les dirigeants de la génération actuelle ont une idée parfaitement juste des intérêts de la génération à venir. Ce sont les composantes du marché, comme le souligne le Professeur Cairncross, qui fournissent le moyen efficace (sinon, évidemment parfait) de diriger l'activité productrice vers son objet :

à savoir la satisfaction des besoins des consommateurs. Mais naturellement si on est essentiellement préoccupé par les intérêts de ceux qui ne vivent pas encore, le jeu du marché risque de perdre une certaine pertinence en tant que guide de production.

Toutefois, il est également essentiel, pour obtenir une bonne organisation de l'économie, d'utiliser une forme quelconque de marché. Et nous en revenons donc à la question du rendement. Le Professeur Cairncross insiste vivement sur le conflit qui intervient entre les changements (qui de l'avis de tous constituent l'élément essentiel du progrès) et le plan établi. Si, rappelle-t-il, l'on maintient que tous les programmes doivent être fixés de façon centralisée, il faudra alors que l'organisme central de planification soit informé de toute modification affectant chaque élément et l'ensemble d'un programme ; les responsables devront procéder à toutes les consultations nécessaires sur ce point ; ils devront étudier toutes les répercussions des modifications à apporter éventuellement au programme, promulguer les nouvelles décisions et veiller à ce qu'elles soient appliquées de façon pertinente. Il suffit d'énumérer toutes ces conditions pour se rendre compte qu'il est matériellement impossible de les respecter et qu'il ne peut sans doute pas en être autrement. Nous ajouterons néanmoins que le bloc soviétique cherche actuellement à se sortir de cette situation difficile en recourant à certains systèmes et dispositifs occidentaux de planification qui sont plus perfectionnés que les techniques traditionnelles et quelque peu informes élaborées en Union soviétique.

De l'avis du Professeur Cairncross, le problème essentiel de la planification est celui d'atteindre le degré voulu de décentralisation. Comme il le démontre de façon extrêmement intéressante, les éléments essentiels de ce dilemme sont communs à l'Est et à l'Ouest. Dans les pays industriels de l'Ouest, dit-il, les dangers sont plutôt dans le sens d'une décentralisation excessive en raison de certaines tendances propres au système du marché. Des tendances inverses sont inhérentes au système de planification centralisée. Ici les difficultés viennent du fait que les spécialistes de la planification sont peu nombreux et puissants, voire même éminents. En revanche, le Professeur Cairncross estime que l'économie de la libre entreprise souffre d'une pléthore de spécialistes de planification (notamment les innombrables spécialistes de toutes les entreprises privées).

On peut discerner dans les pays de l'Ouest un effort pour apporter certaines rectifications à ces tendances structurelles innées. Par exemple en Grande-Bretagne, des applications expérimentales sont en cours dans ce sens, et on a pu observer des réformes successives en U.R.S.S. et dans des pays où les économies sont analogues. Le Professeur Cairncross note qu'en Tchécoslovaquie le nombre des produits couverts par le plan central a été ramené de 1.500 à 200 et en Union soviétique de 5.000 à quelques centaines. Toutefois, depuis la parution de ce livre, le mouvement a pris une direction opposée. Des décisions prises récemment, en particulier en Tchécoslovaquie, correspondent indéniablement à des difficultés de décentralisation éprouvées par ce pays et à une marche arrière dans ce domaine. Bien qu'un certain degré de décentralisation constitue une mesure corrective nécessaire dans un système de planification centralisée, l'expérience tend néanmoins à prouver que ce système n'est pas facilement utilisable, ni politiquement, ni économiquement. C'est, du moins, ce que la vie nous enseigne. Mais c'est également la leçon que nous pouvons tirer de la lecture du livre nuancé et extrêmement intéressant du Professeur Cairncross.

STAGE POUR OFFICIERS

Sous les auspices du Centre International de Formation Européenne, un stage consacré aux problèmes de l'OTAN et destiné aux officiers d'active et de réserve des six pays de la Communauté Européenne aura lieu à Hennef/Sieg, près de Bonn, du 18 au 24 novembre 1962. Parmi les sujets qui seront traités en langue française se trouvent les suivants : « Les structures fédérales comme réponse aux problèmes d'aujourd'hui », « L'OTAN et l'Europe », « Les institutions européennes existantes et le rôle des Communautés » et « Enseignements de l'histoire européenne pour l'intégration en cours ».

Le droit d'inscription est de 20 NF, les frais de séjour sont à la charge du Centre et les frais de voyage sont remboursés à 50 % jusqu'à un plafond de 120 NF. Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au : Centre International de Formation Européenne, 8, rue de l'Arcade, Paris-VIII^e.

A PROPOS DE COOPÉRATION

Extrait du discours prononcé par M. McGeorge Bundy, Attaché spécial du Président Kennedy pour la Sécurité Nationale, devant l'Assemblée Générale de l'Association du Traité de l'Atlantique, à Copenhague.

Il me semble que nous pouvons tirer une leçon extrêmement salutaire aussi bien des bévues qui furent commises dans les années 1925-1940, que des décisions constructives qui furent prises de 1947 à nos jours.

Le triste bilan de la diplomatie atlantique, de Locarno à la reddition française, ne nous est que trop connu. L'une de nos plus grandes erreurs fut évidemment de ne pas avoir su construire une politique commune, puis de ne pas nous être entendus pour prévenir la montée au pouvoir d'Adolf Hitler, et ensuite pour y faire face. Nous sommes tous coupables ; il n'est pas de pays faisant actuellement partie de l'Alliance Atlantique, dont le peuple ou les chefs puissent témoigner devant l'histoire de leur entière innocence.

Notre première erreur a été de mener une politique de neutralité, ou d'apaisement vis-à-vis d'un pouvoir délibérément expansionniste.

Notre deuxième erreur plus subtile, que nous découvrons à l'examen des années 1925-1939, a été notre manque de discernement total devant l'enjeu véritable du conflit, car nous nous préoccupions alors de questions de rivalités qui perdirent leur sens dès que les vrais thèmes de l'histoire commencèrent à se dérouler.

Que nous importe à présent la rivalité du Franc et de la Livre, qui, dans les années 30, préoccupèrent, en Grande-Bretagne et en France, tant d'hommes intelligents et résolus ! Nous saisissons seulement que cette rivalité faisait partie d'une politique monétaire imprévoyante, courant au suicide, qui ne fit qu'aggraver la grande dépression et favoriser la montée d'Hitler au pouvoir.

Alliances et Agressions

Que reste-t-il de la répulsion pour la guerre et sa propagande qui conduisit les Américains à penser que les Alliés et non les sous-marins allemands étaient la véritable cause de leur entrée dans la première guerre mondiale et qui nous conduisit ensuite à contribuer à l'édification de la paix atlantique dans les années 30, en prenant toute une suite de mesures législatives dirigées contre l'engagement et favorisant la neutralité ? Mais il faut réaliser aujourd'hui que ces mesures prises par le Congrès servirent à affermir le pouvoir d'Hitler en lui donnant la certitude que l'Amérique voyait l'ennemi plus au sein de l'Alliance Atlantique que chez l'agresseur. Et devant les erreurs commises alors au nom de la doctrine d'apaisement, nous oublions à présent que la cause première de notre inaction des années 30, ou l'excuse donnée pour la justifier, fut bien souvent notre sottise de nous méfier à tort de certains pays : les Italiens se méfiaient des Français, les Français se méfiaient des Britanniques, les Britanniques des Tchèques et enfin Staline, qui, étrange ironie, fut le dernier à faire confiance à Hitler, se méfiait de tous.

Cette énumération détaillée des folies passées de toutes les nations de l'Alliance Atlantique, qui essayèrent d'agir chacune pour son propre compte, ne doit pas simplement être un avertissement contre la doctrine de l'apaisement, mais aussi la source d'une réflexion beaucoup plus profonde.

Aucune nation souveraine ne peut plus se sauver seule ; telle est la leçon que nous devons tirer des erreurs commises dans les années 30...

L'Histoire nous prouve en troisième lieu que nous pouvons, à juste titre, nous attendre à ce qu'un gouvernement craintif prenne dans un moment critique une décision erronée et qu'il se justifie en invoquant la raison d'Etat. La longue et malheureuse histoire des det-

tes de guerre en est une illustration parfaite : en effet, combien d'hommes politiques, quand le besoin urgent s'en faisait sentir et quand la voie semblait pourtant toute tracée, ont refusé de prendre position de peur de perdre leur poste ?

Il demeure exact de remarquer qu'aux années 30 correspondirent une longue liste d'erreurs commises par les esclaves d'une soi-disant opinion publique et une courte liste d'hommes qui préférèrent la retraite aux compromissions.

Et par là, je ne veux absolument pas prétendre que l'opinion publique est exempte de toute critique. Elle aussi, d'une façon ou d'une autre, a commis bien des erreurs. Il se peut que dans un avenir lointain on trouve que le seul remède à toutes ces erreurs était précisément la seconde guerre mondiale, avec son lourd tribut et son enseignement.

Et enfin, pour conclure cette triste rétrospective, vous me permettez de rappeler les engagements que prirent les pays de l'Alliance Atlantique, engagements malheureusement vides de sens. La S.D.N., sapée à la base en premier par les Etats-Unis, fut l'un de nos échecs les plus retentissants. Et ce ne fut pas tout : nous pouvons encore citer une longue et triste suite d'engagements, pris sans que les pays se sentissent liés, de déclarations ronflantes : le pacte Briand-Kellog ne fut jamais autre chose que du vent, les promesses faites par la France à la Tchécoslovaquie furent reniées au moment même où il aurait fallu les respecter. Ces deux abandons présentent une certaine analogie, car, en ces deux occasions, nous avons essayé d'exorciser par la parole un problème que l'on ne pouvait résoudre que par des actes et l'affirmation de notre volonté. Ni les résolutions, ni les promesses ne préviendront jamais un danger si elles ne sont pas faites de bonne foi.

Quatre erreurs évitées

J'espère que vous sentez comme je le ressens moi-même qu'il est temps maintenant d'aborder des thèmes plus réconfortants et c'est pourquoi nous en venons à l'énumération de leçons d'un tout autre ordre que nous pouvons tirer de notre expérience commune à dater de 1947, lorsque nous unîmes nos efforts dans le but de reconstruire l'Europe et de réorganiser l'Alliance Atlantique. Laissez-moi insister, en passant, sur le fait que les peuples ont accompli de grands projets en évitant précisément les graves erreurs dont je viens de faire le procès.

En premier lieu, devant la menace soviétique qui, par sa gravité et ses répercussions à long terme nous a forcés à prendre des engagements politiques et militaires, en mettant sur pied d'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, nous avons abandonné et la neutralité et la doctrine de l'apaisement. Nous ajouterons cependant que cela ne représentait pas un aussi grand changement pour certains pays que pour d'autres... Mais pour nous, Américains, le simple fait, et lui seul, de nous être engagés vis-à-vis de l'Alliance Atlantique a complètement transformé, et pour toujours, les relations que nous entretenions avec l'Europe. Nous nous sommes engagés et nous tiendrons nos engagements.

En second lieu, les peuples sont maintenant résolus à placer l'intérêt commun au-dessus des mesquines rivalités. Songeons en particulier à la France qui a vu si loin en accomplissant son œuvre dans la Sarre, et plus généralement, aux efforts accomplis par de nombreux pays en vue d'une réconciliation avec l'Allemagne. Pensons au Plan Marshall, et, inversement, nous

tenons à vous dire à quel point, nous Américains, avons été touchés par la confiance que nous témoignèrent, comme ils ne l'avaient jamais encore fait, les peuples si fiers du vieux continent, en acceptant que les Américains aient une part toute spéciale dans la direction des affaires militaires de l'OTAN...

Mais peut-être est-ce la politique menée, au cours de ces dernières années, par le Chancelier de l'Allemagne Fédérale, qui illustre le mieux cette nouvelle tendance dont témoignent les peuples à faire passer l'intérêt commun avant l'intérêt purement national. Point n'est besoin de retourner si loin en arrière pour retrouver une orientation toute différente de la politique actuelle allemande : certains politiciens allemands étaient alors partisans de la neutralité tandis que d'autres, au contraire, semblaient pencher pour un renouveau du Nationalisme et désiraient une politique uniquement influencée par l'intérêt national. Mais à la longue ce furent les champions de la liberté qui l'emportèrent et l'Allemagne orienta sa politique dans le sens d'une intégration plus étroite au sein de l'Europe et de l'Alliance Atlantique, ainsi que dans celui d'une réconciliation générale des nations de l'Europe Occidentale qui, d'un côté comme de l'autre, avaient partagé l'épreuve nazie. Le Chancelier Adenauer toujours préoccupé, comme nous, du sort des pays européens : l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie et bien d'autres encore, dont la vraie destinée est de nous rejoindre dans la tradition de la civilisation pour la défense de la liberté, n'a jamais cessé de croire un instant que la seule façon d'y parvenir était de nous unir et de prendre des engagements les uns vis-à-vis des autres. Cette politique que mène le Chancelier depuis 15 ans, nous semble sage, courageuse, orientée vers l'avenir et, en tant qu'Américains, nous lui avons accordé le soutien le plus complet.

Le courage en politique

En troisième lieu, nous avons pu constater depuis 1947 que le courage, en politique, existe. Maintenant que le Marché Commun est un succès, nous avons tendance à oublier le courage déployé par certains hommes pour faire triompher celui-ci devant des oppositions aussi nombreuses que variées. C'est aussi grâce au courage indompté de certains que de nombreuses colonies passèrent sans heurt à l'état d'indépendance...

Enfin, pour clore la liste des changements heureux, nous ajouterons que nous avons maintenant conclu des traités et pris des engagements dont la réalité s'est affirmée de bien des façons. Laissez-moi citer simplement le cas des Etats-Unis : nous ne nous sommes pas contentés de signer l'article 5 de la Charte ; nous ne nous sommes pas contentés de ratifier des accords de défense mutuelle en cas d'agression, pour la fourniture d'armes et d'équipement modernes ; nous ne nous sommes pas contentés d'engager notre prestige et de témoigner de nos intentions, en détachant quelques-uns de nos chefs militaires les plus marquants au commandement de l'OTAN, à Paris, mais nous avons mis en place en Europe des armes de toutes sortes dont la puissance dépasse de beaucoup celles des armes qui furent employées dans les deux camps pendant les deux guerres, et nous avons scellé notre engagement en envoyant en Europe, particulièrement en Allemagne, 400.000 hommes. Dans la mesure où les forces américaines sont sur place pour la défendre, l'Europe Occidentale est en sécurité autant que n'importe quel Etat de la fédération américaine. Nous resterons en Europe aussi longtemps que celle-ci aura besoin de notre aide et tant que l'Alliance Atlantique sera basée sur la confiance réciproque et les efforts communs. Vouloir penser autrement serait confondre les années 60 avec les années 30... Il nous faut continuer, pas à pas, à affermir notre entente, grâce à laquelle les Etats-Unis et les autres nations se lieront toujours plus à cette Europe qui prend forme.

Mais avant de terminer, j'aimerais m'associer, mot pour mot, aux déclarations du Secrétaire Général de l'OTAN, M. Stikker, déclarations extrêmement claires et précises sur le problème de Berlin. Je reviens de Berlin, et j'ai pu constater l'extraordinaire différence existant entre Berlin-Ouest débordante de vie et la laideur inhumaine du mur. Berlin-Ouest est attaché à nous par d'innombrables liens d'ordre sentimental, commercial et surtout par l'exemple qu'il nous montre.

Nous devons et nous resterons liés à Berlin jusqu'au jour où l'Union Soviétique abandonnera son désir d'expansion pour se rendre à l'évidence, jusqu'au jour enfin où la politique soviétique reflètera ce que tout Russe sincère et bien informé sait depuis longtemps : que la chose anormale n'est pas l'étonnante réussite sur le plan humain de Berlin-Ouest, mais le mur dans son inhumanité sordide et l'échec lamentable de l'Allemagne de l'Est. Il se pourrait qu'avec l'hiver renaissent les menaces soviétiques, mais en tant que membres de l'Alliance Atlantique, nous affirmons ici avec fermeté que nous sommes prêts, plus que jamais, à défendre la liberté et que nous ne pourrions pas avoir choisi une meilleure cause.

Contre une force de frappe nationale

Je n'ai plus qu'une chose à ajouter : parvenus à établir un système de défense efficace et simple, nous tenons à ce qu'il le reste. Tant que la technologie s'améliorera, il est de notre devoir de poursuivre nos efforts ; il serait faux de supposer que nous pouvons nous croiser les bras sous prétexte que nous nous croyons aujourd'hui invincibles. D'ailleurs le problème que représente l'édification d'un système de défense à l'âge nucléaire est autant psychologique que militaire. Nous, Américains, avons essayé de faire prévaloir la conception d'un système efficace de défense nucléaire à l'échelon stratégique — à la fois au cours des délibérations au sein de l'OTAN et dans toutes les déclarations qui ont été faites, telles que celle du Président Kennedy à Ottawa et celle du Secrétaire de la Défense à Ann Arbor. Partageant l'opinion de M. Stikker, nous sommes persuadés que la défense nucléaire de la Communauté Atlantique ne peut souffrir aucune action séparée de ses membres. Nous croyons aussi, quant à nous, que nous sommes en mesure de continuer à assurer la responsabilité toute spéciale qui nous incombe. Nous croyons enfin, que toute force de frappe à l'échelon national ne peut guère se justifier et que, par conséquent, nous ne pouvons pas lui donner notre appui politique, ni notre aide.

Assistance à une force de frappe européenne

Mais il ne faudrait pas déduire de ce que nous venons de dire, que les Américains n'ont pas conscience des besoins militaires de l'OTAN, ni des forces psychologiques et politiques qui peuvent faire pression sur nos amis européens. Personne n'est en droit de supposer que nous nous refusons à prendre notre part de cette lourde responsabilité chaque fois qu'elle est sincèrement acceptée par tous. Il serait également faux de penser que, de même que nous éprouvons une réticence à l'égard de l'édification d'une force de frappe isolée, inefficace et non intégrée, nous l'éprouverions automatiquement vis-à-vis d'une force de frappe européenne, sincèrement unifiée, multilatérale et efficacement intégrée à un ensemble dans lequel la force de frappe américaine aurait nécessairement une place prépondérante dans la défense nucléaire de l'Alliance. Les accords d'assistance et de coopération que suppose une telle entreprise, demanderaient évidemment à être discutés et approuvés par les experts de l'administration américaine ; en outre, nous ne pouvons enlever à l'Europe la responsabilité de décider par elle-même des efforts et des investissements qu'elle souhaite faire dans ces domaines importants.

Nous ne souhaitons pas exiger de l'Europe une prise de position immédiate, car nous sommes intimement convaincus que l'OTAN est par elle-même aussi efficace si ce n'est plus. Ici comme en d'autres occasions, que nous nous taisions ou que nous émettions une autre opinion, nous risquons de paraître vouloir nous ingérer dans les affaires européennes. Enfin, nous partageons entièrement une opinion que d'autres ont déjà exprimée au cours de cette session à savoir que toutes ces questions demandent le temps de la réflexion — temps qui nous est accordé grâce à notre puissance actuelle et à notre plan de développement. Je peux pourtant, dès maintenant affirmer au moins une chose : si nous nous trouvons un jour dans l'obligation de renforcer une force de frappe européenne, vraiment multilatérale, et de l'intégrer à notre propre force au sein de l'OTAN, ce n'est pas l'administration américaine qui s'y opposerait.



BIBLIOGRAPHIE

Sélection d'articles relevée dans les périodiques reçus au Siège de l'OTAN pendant les mois d'août, septembre et octobre 1962. Pour obtenir ces articles, prière d'écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN qui ne peut se dessaisir de ses exemplaires.

OTAN

RIDSDALE, Wing Commander P.C.M.
MILITARY INFRASTRUCTURE, THE BACKBONE OF NATO.

NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, août-septembre 1962, p. 38.

WINCHESTER, James H.

NATO'S FUEL PIPELINE ALMOST COMPLETE

NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, août-septembre 1962.

ERVEN, L.

LES PROBLEMES NUCLEAIRES DE L'OTAN

Revue de la Politique Internationale, Belgrade, 20 septembre 1962, p. 8.

QUESTIONS POLITIQUES

ARON, Raymond

L'EUROPE UNIE ET LE MONDE.

Le Figaro, Paris, 1^{er} septembre 1962, p. 1.

COMMUNAUTE EUROPEENNE ET COMMUNAUTE ATLANTIQUE.

Le Figaro, Paris, 3 septembre 1962, p. 4.

LES SIX ET LA GRANDE-BRETAGNE.

Le Figaro, Paris, 4 septembre 1962, p. 5.

SHERMAN, Alfred

CASTRO AND COMMUNISM.

The Spectator, Londres, 7 septembre 1962, p. 326.

LORD HOME

WHY I'M CONCERNED ABOUT THE UN.

Observer, 23 septembre 1962, p. 21.

Une interview de Lord Home sur l'avenir de l'ONU et la politique soviétique.

VON BRENTANO, Heinrich

THE BATTLE FOR A UNITED EUROPE.

European Review, Londres, septembre-octobre 1962, p. 7.

SCHUMANN, Maurice

FRANCE AND GERMANY IN THE NEW EUROPE.

Foreign Affairs, New-York, octobre 1962, p. 66.

MOSELEY, Philip E.

THE MEANINGS OF CO-EXISTENCE.

Foreign Affairs, New-York, octobre 1962.

Une analyse du dogme soviétique de la coexistence tel qu'il ressort du programme du Parti communiste adopté par le 22^e Congrès du Parti le 31 octobre 1961.

ZAGORIA, Donald S.

THE SINO-SOVIET CONFLICT AND THE WEST.

Foreign Affairs, New-York, octobre 1962, p. 14.

QUESTIONS ECONOMIQUES

KERBLAY, Basil

L'AIDE ECONOMIQUE DE L'U.R.S.S. AU TIERS-MONDE.

Notes et Documents, 1-31 août 1962, n° 52.

MATHIEU, Gilbert.

LONDRES ET LES SIX. L'ADHESION DE LA GRANDE-BRETAGNE PARAÎT ACQUISE MALGRÉ DE SÉRIEUX ECUEILS.

Le Monde Diplomatique, Paris, septembre 1962, p. 1.

WARD JACKSON.

LES ANGLAIS ET LES SIX DEVANT L'AFRIQUE.

Preuves, Paris, septembre 1962, p. 48.

NEW PATHS FOR COMECON.

Economist, Londres, 15 septembre 1962, p. 1.021.

LE PETROLE SOVIETIQUE A L'ASSAUT DU MARCHÉ COMMUN.

L'Economie, Paris, 20 septembre 1962, p. 10.

LANGÉ, Gunnar.

LA SUEDE DESIRE UNE ASSOCIATION AVEC LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.

Faits et Opinions, Paris, 22 septembre 1962.

SCHAFFNER, Hans.

LA SUISSSE ET L'INTEGRATION DU MARCHÉ EUROPEEN.

Faits et Opinions, Paris, 22 septembre 1962.

FRANKS Lord.

CO-OPERATION IS NOT ENOUGH

Foreign Affairs, New-York, octobre 1962, p. 14.

Le problème de l'aide coordonnée aux pays sous-développés.

LAMBERT J. R.

THE NEUTRALS AND THE COMMON MARKET.

The World Today, Londres, octobre 1962, p. 444.

QUESTIONS MILITAIRES

BJORKLUND, Admiral E.

SEA — AIR WARFARE AND WORLD BALANCE.

NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, août-septembre 1962, p. 48.

MARGERISON, Tom.

STEPS TOWARDS TEST-BAN.

Sunday Times, Londres, 16 septembre 1962, p. 10.

JOHNSON, Maj. Gen. Max S.

US STRATEGY IN N° 1 DANGER AREA.

Us News and World Report, Washington, 17 septembre 1962, p. 74.

FORATOM TIENT SON PREMIER CONGRES.

Economie, Paris, 10 septembre 1962, p. 20.

Rapport sur le premier Congrès du Forum Atomique Européen.

WHY A US ALLY INSISTS ON ITS OWN NUCLEAR FORCES.

Us News and World Report, Washington DC, 24 septembre 1962, p. 70.

Interview de M. Pierre Messmer, Ministre de la Défense de France.

HABIB-DELONCLE, Michel.

TWO THEORIES EXPLAIN WHY FRANCE NEEDS HER NATIONAL ATOMIC FORCE.

European Review, Londres, septembre-octobre 1962, p. 15.

L'auteur est membre de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée nationale française.

MCNAMARA, John.
THE WESTERN DEBATE — THE AMERICAN CONCLUSIONS.

Survival, Londres, septembre-octobre 1962.
Discours du Secrétaire à la Défense américain prononcé à l'Université du Michigan, le 16 juin 1962.

AFTER 5 YEARS, WHERE THE SPACE RACE STANDS NOW

US News and World Report, Washington, 1^{er} octobre 1962, p. 69.

ALLEMAGNE

LES REFUGIES ET LES EXPULSES EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE.

Notes et Etudes Documentaires, Documentation Française, Paris, 14 septembre 1962, n° 2.921.

ADENAUER, Konrad.

THE GERMAIN PROBLEM, A WORLD PROBLEM.
Foreign Affairs, New-York, octobre 1962, p. 59.

GENERAL LUCIUS D. CLAY.
BERLIN.

Foreign Affairs, New-York, octobre 1962, p. 66.

CANADA

SUTHERLAND, R. J.
CANADA'S LONG-TERM STRATEGIC SITUATION.
International Journal, Toronto, été 1962, p. 199.

ETATS-UNIS

MEANS, C. Paul.
CIVIL DEFENSE : BOON OR BOONDOGGLE ?
Armed Forces Management, Washington, septembre 1962, p. 22.

BUNDY, McGeorge.
FRIENDS AND ALLIES.
Foreign Affairs, New-York, octobre 1962, p. 14.
Comment établir la réciprocité dans les relations avec 42 alliés, problème essentiel pour les Etats-Unis.

EXTREME-ORIENT

ROUSSET, David.
L'ETAT CHINOIS ET LA RESISTANCE PAYSANNE.
Preuves, Paris, n° 139, septembre 1962, p. 3.

GUILLAIN, Robert.
LES DIFFICULTES DE LA CHINE :
I. — LES CHINOIS ONT FAIM.
Le Monde, Paris, 25 septembre 1962, p. 1.

LES CHINOIS A L'EPREUVE :
II. — LE DEMANTELEMENT DES COMMUNES RURALES.
Le Monde, Paris, 26 septembre 1962, p. 2.

III. — LA RECESSION INDUSTRIELLE.
Le Monde, Paris, 27 septembre 1962, p. 4.

IV. — LE FREINAGE DE L'INDUSTRIE LOURDE.
Le Monde, Paris, 28 septembre 1962, p. 9.

V. — LA RETRAITE POLITIQUE DU PARTI.
Le Monde, Paris, 29 septembre 1962, p. 7.

VI. — UN REDRESSEMENT DIFFICILE.
Le Monde, Paris, 1^{er} octobre 1962, p. 1.

STATISTIQUES DES PRINCIPAUX PAYS D'ASIE (1960-1961).
L'Economie, Paris, 27 septembre 1962, p. 20.
Statistiques sur l'énergie, la production de minerais, la production industrielle, la marine marchande, etc.

CHINA MEETS MALTHUS.
Economist, Londres, 29 septembre 1962, p. 1175.
Etude sur la population croissante de la Chine et sur l'état de l'agriculture en Chine communiste.

FRANCE

L'EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DEPUIS 1937.
Est-Ouest. — B.E.I.P.I., Paris, 16 septembre 1962, p. 4.

GRECE

CE QUE LA GRECE ATTEND DU MARCHE COMMUN.
L'Economie, Paris, 13 septembre 1962, p. 7.
Etude de la production industrielle grecque et des liens commerciaux de la Grèce et les Six.

NORVEGE

LE PROGRAMME ECONOMIQUE NORVEGIEN (1962-65).
Notes et Etudes Documentaires, Documentation Française, n° 2917, 27 août 1962.

ROYAUME-UNI

ANALYSE DE L'ECONOMIC SURVEY POUR 1961.
Notes et Etudes Documentaires, Documentation Française, n° 2919, Paris, 3 septembre 1962, p. 3.
Document sur la situation économique du Royaume-Uni en 1961 et prévisions pour 1962.

TURQUIE

THE TURKISH NAVY.
NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, août-septembre 1962, p. 77.

U.R.S.S.

KHARATIQUE, G.
UNION SOVIETIQUE : LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.
Faits et Opinions, Documentation Française, Paris, 8 septembre 1962, n° 0.1287.

MALINOVSKY, Field Marshal.
SOVIET STRATEGY.
Survival, Londres, septembre-octobre 1962, p. 229.
Traduction d'un article de « *Kommunist* », de juillet 1962. Le Maréchal Malinovsky expose le point de vue actuel soviétique sur les exigences du « *deterrent* » et sur la manière dont devrait être conduite une guerre nucléaire moderne.

WOLFE, Bertram D.
COMMUNIST IDEOLOGY AND SOVIET FOREIGN POLICY.
Foreign Affairs, New York, octobre 1962, p. 141.

PUBLICATIONS OTAN

Communiqués de presse :
N° (62) 15. — Visites officielles de M. Dirk Stikker en Norvège et au Luxembourg, 10-11 septembre 1962 en Norvège et 13-14 septembre 1962.
N° (62) 16. — Le Très Honorable Comte of Home, Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères du Royaume-Uni désigné comme Président du Conseil de l'Atlantique Nord, le 28 septembre 1962.
N° (62) 17. — Visite de Sa Majesté le Roi Olav V à l'OTAN, 28 septembre 1962.

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes :

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Tous les pays sauf le Canada

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse-und Informationsamt der Bundesregierung.
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nytt* »

Atlantsammenslutningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.1.

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

Autres pays

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) France

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Delition NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique
39, avenue El. Venizelos,
Athènes 1, Grèce.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information
de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et JOHN S. HODDER

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux
personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A
moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent
être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction
des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

